AVERTISSEMENT : Ces extraits de lectures sont destinés à attirer l'attention sur des ouvrages que nous avons remarqués. Ils tentent de donner un fil conducteur parmi ceux proposés par l'auteur. Nous indiquons, soit en changeant de paragraphe, soit par l'indication (...) le fait d'avoir omis un passage, court ou long. Bien évidemment, nous incitons le lecteur à retrouver le texte intégral et acquérir l'ouvrage, ne serait-ce que par esprit de soutien.

B. Sores
Plaidoyer pour le Rojava
Réflexions d'un internationaliste sur les aléas d'une révolution
Acratie 2019

Cartes	page 2
Glossaire	page 3
Chronologie sélective	page 5
Introduction	page 7
1	
La valse des impérialismes : brève histoire de la guerre civile vue du Rojava	page 7
Soutiers de Bachar el-Assad ou infanterie des Etats-Unis	page 14
Une dictature travestie ?	page 17
Démocratie, révolution et opportunisme	page 19
Libération national et nationalismes	page 22
Langue et révolution	page 24
Soresa Rojava, soresa jinê ye	page 26
2	
La rumeur de Siluk	page 30
Le biais médiatique	
L'Internationale djihadiste	
Raqqa	page 31
Afrin	page 33
3	
Qui étaient les internationalistes ?	page 34
La conjuration des egos	page 36
Des croisés dans les YPG ?	page 37
Surveillance et répressions	page 38
Portraits de martyrs	page 40
4	
Orwell en Syrie	page 40
Fascisme(s), internationalisme, révolution(s) et autres bricoles	page 42
Questions politiques et militaires	page 44
En guise de conclusion	page 49

Ayn al-Arab = Kobanê
Day raz Zawr = Deir ez Zôr
Aleppo = Alep

NORD DE LA SYRIE – REGION DU ROJAVA
Glossaire (une traduction est d'abord donnée, suit une explication succincte)

Ahrar ash-Sham : Les Hommes libres du Levant. Organisation militaire islamiste fondée fin 2011. (…) Actif essentiellement dans le nord de la Syrie (érgion d'Alep), son importance grandit au point de devenir l'un des groupes armés les plus puissants en Syrie.

AKP : Parti de la Justice et du développement. Parti conservateur turc religieux et autoritaire. (…) L'AKP est revenu sur nombre de « concessions » accordées auparavant à la langue kurde.

ASL : Armée syrienne libre. Conglomérat de groupes armés issu du Mouvement des officiers libres et des désertions en masse des forces armées syriennes consécutives à la répression brutale des manifestations. L'ASL ne disposa d'un commandement central qu'entre 2012 et 2014. (…) L'ASL ne constitua jamais une armée structurée, ni même un ensemble cohérent politiquement.

ENKS : Comité national kurde en Syrie. Fondé en octobre 2011, l'ENKS se voulait l'autorité suprême et représentative du Kurdistan syrien. Allié au MGRK à partir de juillet 2012 et partageant l'autorité avec ce dernier, il ne joua aucun rôle militaire d'importance au Rojava et perdit peu à peu de son influence.
GRK : Gouvernement régional du Kurdistan. Entité administrative autonome du nord de l'Irak regroupant les gouvernorats de Soulaymaniyah, Erbil et Duhok. Les régions à majorité kurde sous le contrôle des peshmergas jusque fin 2017 (Kirkuk, Sengal, etc.) ne faisaient pas partie du GRK.

Jabhat an-Nosrah : Le Front de la victoire. Organisation militaire fondée le 23 janvier 2012. Extension de l'Etat islamique en Irak, la qualité de ses combattants et l'introduction en Syrie

de techniques éprouvées en Irak amenèrent le groupe à s'imposer comme une force militaire majeure. Le groupe refusa de se soumettre à l'Etat islamique en Irak et au levant lors de sa proclamation, en avril 2013. Le groupe perdit alors le gros de ses combattants étrangers et de ses positions, mais a maintenu ses bastions dans l'Ouest syrien. En juillet 2016, son commandant Abu Mohammed al-Joulani rompit formellement son allégeance à Al-Qaïda.

MGRK : Conseil du peuple du Kurdistan occidental. Le MGRK émanait du système des conseils mis en place à partir de 2011. Il existait quatre niveaux de conseils : la commune, le quartier, le district et le canton. D'abord élu au niveau du Rojava, le MGRK fonctionna séparément dans chaque canton en raison de l'isolement géographique de ceux-ci (les mouvements entre les cantons (…) furent coupés en juin 2014). (…) L'influence du MGRK diminua, au niveau cantonal, avec la mise en place de l'Administration autonome et démocratique. Le rôle du MGRK fut progressivement supplanté par les assemblées cantonales. Le système continua cependant, au niveau des communes, des quartiers et des districts, à coexister avec la nouvelle administration. Il existe également, à ces quatre niveaux, des conseils de femmes organisés dans le Yekitiya Star.

PDK (Irak) : Parti démocrate du Kurdistan. Parti fondé en 1946 par Mustafa Barzani (…), lié au clan des Barzani, et est dirigé depuis 1979 par Mesud Barzani, président du GRL jusqu'en 2017. Le PDK a lancé à deux reprises en 1997, en coordination avec l'armée turque et dans le contexte de la guerre civile qui opposait le PDK au YNK, des offensives pour tenter de bouter le PKK hors d'Irak.

PDK-S (Irak > Syrie) : Parti démocrate et progressiste kurde en Syrie. Parti kurde syrien fondé en 1965, frère du YNK irakien.

PKK (Turquie) : Parti des travailleurs du Kurdistan. D'obédience marxiste-léniniste et prônant la création d'un Etat kurde socialiste et indépendant, le PKK opéra un revirement idéologique après l'arrestation de son dirigeant fondateur, Abdullah Ocalan, le 14 février 1999. Le PKK figure sur la liste des organisations terroristes de la Turquie, mais aussi de l'Union européenne et des Etats-Unis depuis les années 1990. (…) Des négociations de paix (…) ont été rompues à l'été 2015.

PYD : Parti de l'Union démocratique. Parti politique kurde de Syrie fondé en 2003. Organisation sœur du PKK (turc), la fondation du PYD faisait suite à un changement de stratégie du PKK en Syrie et en Iran. (…) Le PYD est depuis 2011 le parti politique de loin le plus influent au Rojava.

QSD : Forces de la Syrie démocratique. Coalition de forces militaires kurdes, arabes, chrétiennes et turkmènes fondée en octobre 2015, lorsque les YPG commencèrent à avancer dans des territoires à majorité non-kurdes.

Rojava : Littéralement : « L'Ouest », « L'Occident ». Nom communément donné aux territoires majoritairement kurdes de Syrie (…). Les frontières géographiques du Rojava sont, en raison de l'enchevêtrement ethnique et du brassage des populations, impossibles à établir avec précision. Il est d'usage d'utiliser les quatre points cardinaux pour désigner les quatre

tronçons du Kurdistan et éviter de nommer les Etats. Les autres tronçons sont ainsi appelés Rojhilat (l'Est, Iran), Bakur (le Nord, Turquie), et Basur (le Sud, Irak).

TEV-DEM : Mouvement pour une société démocratique. Le premier TEV-DEM comprenait 33 personnes (11 par canton) et avait élu par la première réunion du MGRK, en août 2011 (…). Il s'agissait d'un « exécutif » élu par le MGRK, lui-même émanant du système des assemblées de quartier. (…) Par extension, on appelle TEV-DEM les conseils de coordination de chaque district. Avec l'établissement de l'administration autonome, chaque canton fut doté de « gouvernements » propres (exécutifs). Les TEV-DEM, émanations des assemblées locales, participent aux décisions des « ministères », même si la répartition exacte des rôles de chacun n'a pas été formalisée.

YNK (Irak) : Union patriotique du Kurdistan. L'un des deux partis dominant le GRK, avec son rival historique du PDK. Le YNK, fondé en 1975 (aussi connu sous son signe français UPK, ou anglais PUK) est issu d'une scission antérieure du PDK. Les deux partis se sont livrés une guerre entre 1994 et 1997. Le YNK contrôle aujourd'hui le gouvernorat de Sulaymaniyah. (…) Son fondateur, Celal Talabani (…) est sensiblement plus à gauche que le PDK. A la différence de ce dernier, le YNK est allié au PKK.

YPG : Unités de défense du peuple. Initialement créées comme YXK en 2011, elles prirent leur nom actuel le 19 juillet 2012. Bien qu'accueillant une part considérable de combattantes dès leur création, les YPG se dotèrent d'une branche féminine en avril 2013. Les YPG jouèrent le rôle majeur dans la défense de Kobanê puis la destruction de Daech. Les YPG accueillent en leur sein un certain nombre de combattants arabes, mais restent une milice essentiellement kurde, bien qu'alliée à d'autres groupes arabes au sein des QSD.

YPJ : Unités de défense des femmes. Branche féminine des YPG créée en avril 2013. Les YPJ forment un corps autonome au sein des YPG.

YXK : Unités d'autodéfense du Kurdistan. Forces d'autodéfense des Kurdes de Syrie, créées sous les auspices du PYD en 2011. Avec le début de la prise de contrôle des territoires kurdes, le 19 juillet 2012, les YXK deviennent les YPG.

Chronologie sélective

2011

12 mars : Début de la révolution syrienne : manifestations dans les villes de Qamislo et Hesekê
7 avril : le gouvernement syrien accorde, parmi une série de mesures visant à calmer la rue, la citoyenneté syrienne à 300 000 Kurdes « apatrides » (privés de leur citoyenneté en 1962).
15 avril : Onze partis politiques kurdes, dont le PYD, reconnaissent dans un communiqué la légitimité des manifestations contre le régime, mais sans appeler à y participer.
3 juin : Pour la première fois, trois partis politiques kurdes appellent à manifester.
24 juillet : Nouvelle loi sur les partis politiques. La création de partis politiques revendiqués comme kurdes est proscrite.

31 août : Création, à Istanbul, du Conseil national syrien, censé unifier et représenter l'opposition syrienne. La quasi-totalité des partis kurdes de Syrie le boycottent.
7 octobre : Assassinat de l'opposant kurde Misel Temmo par le régime. Manifestations de masse à l'occasion de son enterrement.

2012

Janvier-février : Des conscrits kurdes sont tués dans des affrontements avec les manifestants. Certains sont exécutés pour avoir refusé de tirer sur des civils. D'autres s'enfuient vers le GRK (Gouvernement régional du Kurdistan irakien).
30 mars : Pour la première fois, en réaction aux positions de l'opposition syrienne sur la question kurde, les manifestants kurdes adoptent leurs propres slogans et ne reprennent pas les slogans pan-syriens.
16 avril : Le président du Conseil national syrien déclare qu'il n'existe pas de « Kurdistan syrien », mais « des Kurdes en Syrie ». Rejette le fédéralisme comme une forme de sécession. Des manifestations ont lieu en réponse dans les villes kurdes de Syrie.
11 juillet : « Accord d'Erbil » entre le PYD et l'ENKS. Prévoit que l'autorité de transition au Rojava soit assurée par un Conseil suprême kurde composé de dix membres (cinq pour l'ENKS, cinq pour le MGRK).
19 juillet : Offensive de l'ASL sur Alep. Le régime semble devoir tomber. Craintes d'une attaque de l'ASL sur les territoires kurdes (en raison de la présence de bases du régime)
19-23 juillet : Prise de contrôle des casernes et bâtiments officiels dans les principales villes kurdes (Kobanê, Afrin, Amudê, Dêrik) par les YPG. Qamislo reste en grande partie aux mains du régime. Des bases du régime subsistent dans plusieurs villes (au sud de Dérik et à Tirbespi notamment).

2013

21 mars : Annonce, à l'occasion du nouvel an kurde, d'un cessez-le-feu par Abdullah Ocalan, dans le cadre de négociations de paix avec l'Etat turc.
4 avril : annonce de la création des YPJ.
8 avril : Abu Bakr al-Baghdadi annonce la création du groupe « Etat islamique en Irak et au Levant » (appelé Daech).

2014

13 janvier : Prise de Raqqa par Daech.
21, 27, 29 janvier : Déclarations d'autonomie des cantons de Cezire, Kobanê, Afrin.
10 juin : Daech rend Mossoul, deuxième ville d'Irak.
1er, 3 août : Les peshmergas présents à Sengal évacuent la ville (…). Elle est prise par Daech.
8 août : premières frappes aériennes américaines contre Daech, en Irak, l'avancée de Daech vers Erbil est stoppée.
19 septembre : premières frappes aériennes françaises contre Daech, en Irak.
29 septembre : premiers bombardements américains contre Daech en Syrie, à Kobanê.
17 au 22 décembre : opération conjointe entre les YPG, les HPG et les peshmergas à Sengal (…). Les YPG atteignent la frontière irakienne et connectent Sengal au Rojava.

2015

26 janvier : les derniers combattants de Daech sont chassés de Kobanê.
24-25 juillet : Raids aériens de l'armée turque contre le PKK à Qandil.
30 octobre : discussions sur le sort de la Syrie (…) : la Russie, les Etats-Unis, la Turquie et l'Iran.
23 juin-1er août : offensive de Daech sur Heseke, repoussée par les YPG

2016

18 mars : signature de l'accord sur l'immigration entre la Turquie et l'Union européenne
24 août : entrée de l'armée turque en territoire syrien (Cerablus)
24, 29 août : Joe Biden déclare que les YPG doivent se retirer à l'est de l'Euphrate. Retrait.
6 novembre : début de l'opération de libération de Raqqa

2017

31 janvier : livraison par les Etats-Unis de véhicules blindés
13 avril-6 juin : 4è phase de l'opération « Colère de l'Euphrate, Raqqa est encerclée
19 mars : les YPG annoncent avoir conclu un accord de coopération militaire avec la Russie. Etablissement d'une base militaire russe à Afrin.
9 mai : Trump autorise les livraisons d'armes aux YPG.
10 mai : les QSD barrent la route de Raqqa à l'Armée arabe syrienne.
6 juin : les QSD entrent dans Raqqa.
5 septembre : début de la bataille pour la ville de Deir-ez-Zor.
16 septembre : frappes aériennes russes contre les QSD au nord de Deir-ez-Zor.
17-20 octobre : capitulation de Daech à Raqqa. La ville est proclamée libérée.
3 novembre : Deir-ez-Zor entièrement contrôlée par le régime.

2018

19-20 janvier : la Russie évacue Afrin. Début de l'invasion turque.
31 octobre : bombardements par l'artillerie turque de positions YPG dans le canton de Kobanê
19 décembre : Trump annonce (…) le retrait des troupes de Syrie.

Introduction

Fin 2014, alors que la bataille de Kobanê faisait rage, les YPG-YPJ lançaient un appel aux volontaires internationalistes. Tout étranger se voyait offrir, sans conditions de formation ou d'expérience, la possibilité de rejoindre les rangs des YPG-YPJ, sous le statut de « combattant internationaliste ». Plus d'un millier répondirent présent. Parmi eux se trouvaient des profils variés. Parmi eux se compte l'auteur de ces lignes. Parmi eux, hélas, peu de ceux qui étaient les premiers destinataires de cet appel : les révolutionnaires. Continuateurs des Brigades internationales pour les uns, avatars modernes des mercenaires « katangais » pour d'autres, les internationalistes engages dans les rangs des YPG-YPJ ont depuis pris leur place dans l'imaginaire politique des militants européens.

Une quarantaine d'internationalistes ont perdu la vie dans leur combat aux côtés des YPG-YPJ. Leur exemple est une réponse à ceux qui s'évertuent à distiller le mythe de volontaires-potiches, tenus aussi loin du front que proche des caméras dans une optique de propagande.

L'ouvrage que voici est un recueil de textes écrits à différents endroits, à différents moments et pour différentes raisons. Tantôt, l'apparition d'une rumeur justifiait la rédaction d'un texte, d'une recherche, d'une réflexion sans que, souvent, les circonstances ne permettent à celles-ci d'aboutir. Tantôt griffonnés sur un carnet, tantôt relégués dans un coin de ma tête, ces textes n'ont pu être ordonnés dans un ensemble cohérent et achevé qu'à mon retour en Europe. L'ouvrage que voici est un *plaidoyer* pour le Rojava. Il ne s'agit pas de l'analyse froide et distante d'un universitaire « neutre » ou aux motivations cachées : j'ai

combattu dans les YPG par le passé, et suis aujourd'hui engagé dans la vie politique de mon pays.

1
La valse des impérialismes : brève histoire de la guerre civile vue du Rojava

L'intérêt majeur de la Syrie semble surtout découler de sa situation géographique, principalement ses ports sur la Méditerranée, exutoire « naturel » de diverses routes commerciales (de l'Iran notamment). C'est par le territoire syrien que passent encore plusieurs oléoducs. Le projet d'un gazoduc Qatar-Turquie *via* la Syrie explique en grande partie l'acharnement qu'ont montré ces deux pays à soutenir l'opposition syrienne.

Militairement, la Syrie d'avant 2011 ne pouvais pas non plus être qualifiée de puissance régionale. Son armée, équipée d'armement russe voire soviétique, ne saurait rivaliser ni en taille, ni en équipement, ni même en ombre d'hommes, à celles des puissances régionales que sont l'Iran, la Turquie ou Israël. La Russie, principal fournisseur d'armes de la Syrie d'avant 2011, n'était plus l'URSS et les contrats d'armement ont, depuis les années 1990, été beaucoup tempérés par la volonté de la Russie de ne pas froisser son partenaire (dans bien des domaines) israélien.

L'Etat turc est un allié historique des Etats-Unis. Cette collaboration de longue date, qui prend racine dans la lutte de l'Etat turc contre le « péril rouge » sur son propre sol et à ses frontières, a pris au cours de la dernière décennie un tour nouveau. L'explosion du PIB de la Turquie depuis les années 2000, les transformations économiques profondes qu'a connu ce pays l'ont amené à redimensionner ses ambitions régionales, tout en restant attaché à son alliance avec les Etats-Unis. La nouvelle politique étrangère de l'AKP, parfois taxée de « néo-ottomanisme », rompait avec le relatif isolationnisme envers les pays arabes et ambitionnait, au contraire, de renforcer les liens commerciaux, l'emprise turque dans le monde arabe.

La vague des printemps arabes ébranla des régimes politiques verrouillés, tant intérieurement que dans leurs alliances extérieures. L'espoir d'établir de nouveaux régimes, en quête de nouveaux « soutiens » et « partenaires », était une aubaine pour les ambitions turques.

L'Iran est l'autre grande puissance régionale. Dotée d'une armée considérable et d'une économie relativement dynamique, l'Iran nourrit une volonté d'expansion hégémonique au Moyen-Orient, en s'appuyant sur des régimes ou des mouvements alliés. (…) La guerre et le « manque de personnel » de l'armée syrienne ont accru la dépendance du régime vis-à-vis de Téhéran. Les conseillers militaires iraniens ont joué un rôle important en Syrie, notamment dans la formation de milices pro-régime. La mise au ban des nations et la volée de sanctions économiques prises contre la Syrie, après 2011, ont amené à un renforcement des échanges syro-iraniens, l'Iran faisant peu de cas de l'embargo (notamment sur les armes).

La présence de militaires iraniens en Syrie a provoqué des bombardements occasionnels de la part des Israéliens. Ces derniers ont d'ailleurs opéré un rapprochement tactique avec les Etats arabes de la région, devant la « menace iranienne ».

La Russie est l'une des puissances les plus impliquées dans le conflit syrien. Evincée du Moyen-Orient au profit des Etats-Unis, la Russie comptait dans le régime de Damas l'un de ses alliés traditionnels. Le régime baasiste collaborait de près avec feu l'URSS dans bien des domaines (construction du barrage de Tabqah, coopération militaire, formation de cadres civils, etc.). La base navale de Tartous représente le seul point d'appui de la marine russe en Méditerranée. Opposée, pour ces raisons, au renversement du régime syrien allié, la Russie a apporté au régime syrien une aide diplomatique et militaire substantielle. Depuis septembre 2015, la Russie engage directement ses troupes en Syrie et prête main forte au régime par des frappes aériennes, des bases militaires, ou la présence de conseillers militaires. L'attitude de la Russie vis-à-vis des YPG a été plus ambigüe et tributaire des relations avec les autres puissances impliquées.

La Syrie n'était pas, en 2011, au centre des préoccupations américaines. La place géo-stratégique de ce pays ne justifiait pas, aux yeux de l'administration Obama, une intervention longue, coûteuse et aux conséquences incertaines. (…) Les Etats-Unis ne souhaitaient pas intervenir, ni directement ni seuls, pour renverser B. al-Assad.

Les Etats-Unis voyaient dans l'opposition arabo-sunnite, dans les groupes de l'ASL, « l'acteur local » le plus à même de renverser le régime et d'établir un régime plus amical. Les YPG ne représentaient initialement pas, aux yeux des Etats-Unis, un « partenaire ». Les YPG se concentraient, en 2012, sur la défense des territoires kurdes et n'aspiraient pas à prendre en charge eux-mêmes la libération du reste de la Syrie. D'autant moins que l'opposition syrienne « modérée » s'accordait avec le régime sur un point : le refus de toute autonomie au peuple kurde de Syrie. Les YPG n'étaient, pour l'administration américaine, que l'extension syrienne du « groupe terroriste » PKK, un « acteur local » dont il fallait se méfier, tant en raison de son « déstabilisateur » vis-à-vis de l'Etat turc allié que de la collaboration passée entre les baasistes et le PKK.

La Turquie, dans le conflit syrien, prit rapidement fait et cause pour l'opposition syrienne. Ayant compris qu'un changement de régime à la faveur des conservateurs sunnites allait dans le sens de ses intérêts, la Turquie appelé ouvertement du renversement du régime baasiste, avec lequel elle avait une longue histoire de contentieux. L'Etat turc, loin de se contenter à un soutien moral, arma et forma divers groupes se revendiquant comme ASL, puis des groupes rivaux et plus radicaux, comme le Front islamique. Le MIT (service de renseignement de la Turquie) alla jusqu'à livrer des armes au *Jabhat an-Nosrah*, qui se distinguait sur le terrain par son professionnalisme et son efficacité au combat, autant que par son fanatisme.

La Turquie servait de base arrière et de ravitaillement à divers groupes d'opposition, y compris les moins fréquentables comme le *Jabhat an-Nosrah.* L'indulgence des autorités turques, dictée par leur volonté de voir le régime syrien honni s'effondrer, alla jusqu'à fermer les yeux sur le recrutement et le passage de djihadistes pour « l'Etat islamique », ce qui provoqua quelques remous chez ses alliés occidentaux.

La proclamation de l'autonomie des cantons kurdes en 2014 fut perçue comme une provocation par l'Etat turc. Pour comprendre la position de la Turquie sur la question kurde, il faut l'appréhender dans sa totalité. Un cessez-le-feu avait été annoncé par le PKK et des négociations étaient menées. Dans ce jeu trouble, la Turquie n'avait aucun intérêt, en tant qu'Etat, à laisser croître et se développer un territoire aux mains de ses ennemis, fût-elle en pourparlers avec eux. Détruire l'administration autonome kurde devenait une priorité dans le conflit syrien, quand Ankara s'était concentré jusque-là sur le renversement du régime syrien.

A cette époque, et notamment en raison des négociations avec le PKK, la Turquie ne songeait pas à intervenir directement contre les YPG-YPJ. L'Etat turc comptait sur les acteurs syriens pour détruire ces derniers : des groupes arabes (*Ahrar ash-Sham*, *Jabhat an-Nosrah)* ou kurdes (Brigade « Michel Temmo »), stipendiés et armés par lui… A partir de l'été 2014, Daech était objectivement le mieux placé pour détruire l'administration autonome. Il fallait donc lui laisser les mains libres, au moins le temps que la résistance des YPG fût écrasée. Voire lui en donner discrètement les moyens.

La Turquie a-t-elle notamment poussé, via de troubles intermédiaires, Daech à lancer l'assaut contre Kobanê ? C'est ce qu'affirme aujourd'hui un ancien émir de Daech réfugié en Turquie. Commandité ou non, force est de constater que le siège de Kobanê allait objectivement dans le sens des intérêts turcs. L'attitude attentiste de l'Etat turc pendant le siège était révélatrice. Ne laissant passer les vivres qu'au compte-gouttes, les militaires turcs interdisaient en outre aux volontaires de franchir la frontière pour aider les YPG. Dans le même temps, les militaires faisaient preuve d'une indulgence plus que suspecte envers les combattants de Daech, allant jusqu'à autoriser ces derniers à transiter par le territoire turc pour attaquer les YPG à revers.

Ce que l'Etat turc n'avait sans doute pas prévu, c'est la vague de solidarité avec la ville assiégée. Des manifestations violentes eurent lieu dans tout le Kurdistan turc. Un afflux massif de volontaires arriva à Kobanê pour défendre la ville. A. Ocalan menaça de rompre les pourparlers de paix si Kobanê était prise.

La prise de la ville contrariait cependant les plans des Etats-Unis qui ne souhaitaient pas voir Daech s'étendre plus. Les Etats-Unis choisirent d'appuyer le seul « acteur local » alors en mesure de s'opposer efficacement à Daech en Syrie : les YPG-YPJ. Quelques armes furent livrées, en quantité insuffisante, et des frappes aériennes furent menées. L'afflux massif de volontaires du Kurdistan « turc », la résistance populaire et les frappes aériennes de la coalition conjugués contribuèrent au retournement de situation in. Extremis : la ville fut totalement libérée en janvier 2015.

Le soutien américain apporté aux YPG n'arrangeait pas les plans de la Turquie. L'appui aérien permettait l'avance des troupes YPG face à un « Etat islamique » dont la force, qui résidait essentiellement dans la faiblesse de ses adversaires, avait été surestimée. A l'été 2015, les YPG chassèrent les djihadistes de la ville de Tel Abyad et connectèrent les cantons de Kobanê et de Cezire. La portion la plus importante de la frontière méridionale de l'Etat turc était désormais contrôlée par le YPG.

L'Etat turc comprit que Daech était un partenaire trop infréquentable pour être soutenu, même indirectement. (…) La Turquie changea donc de stratégie. (…) La Turquie s'engagea alors, *formellement*, dans la coalition contre Daech, ce qu'elle avait soigneusement évité dans le passé, et ouvrit la base aérienne d'Incirlik aux avions américains. L'Etat turc effectua quelques raids contre Daech en Syrie… Pour masquer que, dans le même temps, elle en mena incomparablement plus contre les positions du PKK en Irak.

L'Etat turc revendiqua l'occupation d'une bande de territoire syrien, le long de sa frontière, allant de la ville d'Azaz jusqu'à l'Euphrate. Il s'agissait officiellement, de créer une zone de sécurité pour les réfugiés syriens. Personne n'était dupe des intentions turques : il s'agissait, par l'occupation de cette zone, d'interdire aux YPG d'effectuer la jonction entre les cantons d'Afrin et de Kobanê, comme ils venaient de le faire avec celui de Cezire. (…) Les Américains n'avaient cure des prétentions turques, leur ennemi prioritaire étant Daech.

La Russie, qui voyait dans les Kurdes de Syrie une carte utile à jouer, se posa alors comme garante des « droits des Kurdes » en Syrie. Au vu des tensions avec l'Etat turc, la Russie ne pouvait appuyer son influence que sur le seul régime, celui-ci ne contrôlant alors qu'une portion réduite du territoire syrien. Les YPG avaient objectivement, dans Daech et les groupes radicaux sunnites de la région d'Alep, un ennemi commun avec le régime.

Les YPG ne souhaitaient nullement tomber sous la coupe exclusive des Etats-Unis et profitèrent de la main tendue russe pour jouer sur les rivalités entre impérialismes. Les Russes fournirent, par exemple, un appui aérien aux YPG lors de leur offensive au sud d'Azaz, à partir du canton d'Afrin. (…) La Russie, dans son différend avec la Turquie, commença aussi à appuyer les revendications du PKK, alors en guerre contre l'Etat turc.

Le pragmatisme devait cependant l'emporter sur les fâcheries passagères. Les sanctions russes affectaient l'économie turque. La Turquie, désireuse de prendre ses distances vis-à-vis de son « grand frère » américain, entendait mener sa propre politique en Syrie. Ce qui n'était possible qu'en observant un équilibre entre puissances, et non en s'opposant frontalement à la Russie et aux Etats-Unis. Plusieurs déclarations d'apaisement eurent lieu à partir de mai 2016, et R. T. Erdogan rencontra finalement V. Poutine en août de la même année. (…) Des concessions seraient faites, plus tard, par les deux parties : la Turquie reconnut, entre autres, que le départ de B. al-Assad n'était plus une « options réaliste ».

La réconciliation scellée entre les deux puissances, les invectives de l'Etat turc contre les YPG redoublèrent et il devint évident que R. T. Erdogan entendait laver les affronts qui lui avaient été faits. (…) Erdogan (…) lança l'opération « bouclier de l'Euphrate ». (…) L'Etat décida alors d'appuyer d'autres « acteurs locaux », tout en investissant elle-même le territoire syrien. L'armée turque stoppa l'avance des YPG qui durent reculer, et se voyaient contrariés dans leurs plans de prendre la ville d'Al-Bab, dernière sur la route d'Afrin. (…) La Turquie alla jusqu'à proposer ses services aux Etats-Unis pour déloger Daech de Raqqa. Offre déclinée par les Etats-Unis.

Les Kurdes de Syrie devaient quant à eux faire les frais des revers de la politique étrangère russe. (…) C'est par calcul, pour sauver le régime syrien que la Russie avait soutenu les YPG. C'est pour les mêmes raisons qu'elle s'opposa finalement à ces derniers.

L'administration Obama livra aux YPG, à partir d'octobre 2015, des armes en quantité limitée. Les forces spéciales américaines furent envoyées sur le terrain pour coordonner les frappes aériennes, aux côtés des forces spéciales britanniques et françaises. Soit dit en passant, les forces spéciales américaines jouissaient de la pire des réputations possibles. Se comportant en terrain conquis, ils ne faisaient montre d'aucun respect des règles de bienséance élémentaires en vigueur dans les YPG. Les YPG les accusaient, sous cape, d'effectuer un travail de renseignement et de partager les informations collectées sur les YPG avec leur allié turc.

Il fallut attendre l'arrivée de Donald Trump pour voir les Etats-Unis s'engager plus massivement. Le nouveau président américain, prétendument « isolationniste », autorisa le 9 mai 2017 les fournitures d'armes aux YPG. Par l'envoi de matériel militaire dans des quantités inconnues jusque-là (livraison de plusieurs centaines de blindés légers, de véhicules de combat, de dizaines de milliers d'armes légères), ainsi que le déploiement de troupes régulières (*Marines*), en soutien aux forces spéciales déjà présentes.

La présence accrue des militaires américains inquiéta les puissances régionales impliquées dans le conflit. La volonté de ne pas voir les Etats-Unis s'implanter durablement en Syrie a d'ailleurs été l'une des raisons majeures du rapprochement Iran-Russie-Turquie. Ces trois pays, en désaccord profond sur la guerre en Syrie, devaient se réunir régulièrement à partir de décembre 2016. Tous s'accordaient sur un point : les Etats-Unis n'avaient rien à faire en Syrie et devaient quitter le pays.

Dans le contexte régional, les Etats-Unis étaient surtout préoccupés à contrecarrer l'influence iranienne. L'Iran, qui se targuait de contrôler quatre capitales arabes, disposerait d'une « *autoroute vers la Méditerranée* » en cas de victoire du régime. Daech étant dans une phase de reflux et amené, à terme, à disparaître, la question se posait de savoir qui allait occuper les territoires repris. Pour les Etats-Unis, une reprise complète du territoire syrien par les troupes du régime était à exclure.

Couper le régime de la frontière irakienne, pour interdire l'accès de l'Iran à la Méditerranée, était une priorité. Les Etats-Unis poussèrent ainsi leurs protégés de l'ASL à lancer une offensive, à partir de leur base d'Al-Tanf, vers la ville frontalière d'Al-Bukamal fin juin 2016. L'opération fut un fiasco total.

Les Etats-Unis poussèrent toutefois les QSD à entreprendre une dernière opération militaire, en direction du Sud. Il ne s'agissait uniquement pas de porter le coup de grâce à Daech, ce que le régime aurait aussi bien fait en remontant vers le Nord, mais surtout de contrôler les puits de pétrole se trouvant sur la rive septentrionale de l'Euphrate. (…) Les colonnes YPG atteignirent la rive nord de Deir-ez-Zor (Day raz Zawr sur les cartes) en à peine trois jours, à travers le désert et en évitant les bourgs, les combats qui auraient retardé leur avancée. Stopper le régime, l'empêcher de franchir le fleuve était alors la priorité.

Les Etats-Unis souhaitaient définir le partage des zones d'influence : QSD au nord de l'Euphrate, régime syrien sur la rive sud. La Russie était en désaccord et poussa le régime à franchir le fleuve. Des raids aériens russes visèrent les YPG dès septembre 2017.

Les puis de pétrole furent bientôt sous le contrôle des QSD. (…) Les installations avaient cependant été sévèrement endommagées par les combats. (…) Les motivations des Etats-Unis étaient évidentes. En coupant la régime des puits de pétrole, ils privaient celui-ci d'une source importante de revenus.

L'Etat turc, comprenant que les Etats-Unis envisageaient de s'implanter durablement dans la région, craignait de voir ses plans d'élimination des YPG capoter. La phase finale de la guerre syrienne approchait en effet et certains craignaient (quand d'autres se réjouissaient) qu'elle ne débouche sur une paix « à l'irakienne ». Un Kurdistan et des territoires arabes dont l'autonomie *de facto*, non reconnue par le gouvernement central, serait garantie par les puissances occidentales. Dans ce scénario, la Turquie aurait dû accepter l'existence des YPG. Telle n'était pas son intention. Elle souhaitait écraser le mouvement kurde dans son ensemble, et d'éviter tout sanctuaire « terroriste » au Rojava.

L'invasion d'Ifrin (Afrin sur les cartes) fut une surprise de taille. Personne ou bien s'attendaient à ce que l'Etat turc n'attaque avant que Daech fut vaincu. (…) L'Etat turc, quant à lui, vociférait contre le soutien occidental apporté aux « terroristes » YPG et ne supportait plus que ses arguments fussent à ce point ignorés par ses alliés. (…) La Russie, au mépris de son allié syrien, ouvrit l'espace aérien au-dessus du canton d'Afrin aux avions turcs, ce qui permit l'invasion. (…) La base russe près d'Afrin fut évacuée, la veille de l'entrée des troupes turques. (…) La Turquie, en se rapprochant de la Russie sur le terrain syrien, ne cherchait nullement à effectuer un revirement durable d'alliances, mais à « faire monter la mise ». L'idylle relative entre Russie et Turquie devait d'ailleurs connaître divers déboires.

La présence des forces spéciales françaises dans la région est presque anecdotique. Il ne s'agit que d'une force d'appoint dans le cadre de la coalition dirigée par les Etats-Unis, investie par ces derniers de certaines tâches. Les molles « protestations » d'E. Macron face à l'invasion turque du canton d'Afrin furent accueillies avec mépris par l'Etat américain. Comme le formula crûment un ancien haut-fonctionnaire américain : « *La France n'a rien à dire ici. Let the big boys talk* ». L'envoi de troupes françaises dans la région de Manbij, pour prévenir momentanément une invasion turque, ne sembla pas déranger outre mesure R. T. Erdogan qui menaça de les prendre pour cibles.

La Syrie a été, pour l'Etat français, un théâtre d'opérations secondaire, le gros de ses troupes étant engagées dans son « terrain de chasse » historique, à savoir l'Afrique francophone. Les raisons qui poussèrent l'Etat français à s'engager plus avant que d'autres dans le cadre de la coalition étaient multiples. Il y avait des motivations politiques internes, la volonté de « répondre », même symboliquement, à Daech après les attentats de Paris. Il s'agissait ensuite de prospecter, d'évaluer dans quelle mesure les prétendus « intérêts français » pouvaient y être assurés. Il est significatif que les forces spéciales françaises en Syrie aient été basées… dans ce qu'il reste de la cimenterie Lafarge !

Impossible de savoir quand la Turquie envahira tout ou partie du Rojava honni. Mais l'invasion elle-même ne semble être qu'une question de temps et d'opportunité. L'annonce inattendue de D. Trump, en décembre 2018, de retirer les troupes américaines de Syrie conforta cette idée. (…) Trump avait informé auparavant le président turc qu'il lui laissait les mains libres en Syrie. Avant de revenir sur sa décision quelques semaines plus tard !

Ici s'arrête le récit sommaire des déboires des impérialismes en Syrie. La guerre civile syrienne est un cas d'école : la vitesse des revirements a de quoi donner le tournis. R. T. Erdogan a pu écraser les YPG à Afrin grâce à la Russie, avec qui il semblait, hier, au bord de la guerre. Cette même Russie qui, il y a peu, appuyait par son aviation l'avancée des YPG contre les milices turkmènes, soutenues par Ankara. Et que dire des Etats-Unis ! Hier méfiants envers « la branche syrienne du PKK », puis armant généreusement celle-ci, avant de l'abandonner aux appétits turcs, puis de se raviser…

Dans cette valse des impérialismes, les YPG ont su observer un équilibre assez subtil. Ils en sont sortis renforcés militairement et politiquement. Cela n'a pas été sans mal, puisque les revirements sont imprévisibles.

Soutiers de Bachar al-Assad ou infanterie des Etats-Unis ?

A en lire la presse occidentale, Bachar el-Assad aurait « accordé » l'autonomie des Kurdes, « laissé les clefs » du Kurdistan syrien au PYD, dont la docilité et la soumission au régime baasiste serait une garantie.

On ne peut pas aborder les relations entre les YPG-YPJ et le régime syrien comme un tout, une position fixe et immuable n'ayant jamais évolué. On ne peut pas, par exemple, citer le soutien ouvert apporté par la Syrie baasiste au PKK dans les années 1980-1990 comme « preuve » à charge, en ignorant les changements fondamentaux de l'Etat syrien dans sa politique kurde dans les années 2000-2010.

La fondation du PYD remonte à 2003, quelques années après l'interdiction formelle du PKK en Syrie. L'expulsion d'Abdullah Ocalan de Syrie marquait un changement de stratégie de cette organisation. Après l'accord d'Adana, le PKK commença à organiser les Kurdes de Syrie *contre* le régime.

Au printemps 2011, dans la foulée des révolutions tunisienne et égyptienne, les premières manifestations anti-régime éclatèrent en Syrie et se poursuivirent tout au long de l'année. Le PYD se vit parfois reprocher de ne pas y prendre une part suffisamment active. (…) Courant 2011, les organisations kurdes renâclaient à appeler ouvertement à un changement de régime, préférant parler d'un changement « dans le système ».

Il fallut attendre octobre-novembre 2011 pour que les organisations kurdes s'engagent résolument pour un changement de régime politique. Cette évolution était la conséquence de la participation spontanée des Kurdes à des manifestations appelées par d'autres. C'est un fait que, au commencement de la révolution syrienne, les partis politiques kurdes ont été entraînés, par leurs bases et par de jeunes activistes spontanés, dans un mouvement qu'ils percevaient avec une forme d'appréhension. Légitimement sans doute, lorsqu'on connaît la suite. (…) Le seul dirigeant kurde à avoir réclamé dès avril 2011 un changement de régime, Michel Temmo, fut assassiné en octobre 2011 par le régime.

Les Frères musulmans syriens, en particulier, s'apposaient à toute reconnaissance « nationale » du peuple kurde, l'islamité primant pour eux sur la nationalité. Leur porte-parole proposait ainsi, fin 2011, de bâtir un « Etat islamique pour tous », transcendant les nationalités.

Au lieu de réclamer un « changement de régime », le PYD appelait à partir d'octobre 2011, à la chute de tout « système oppressif autoritaire », laissant entendre que certains opposants à B. al-Assad pourraient se montrer tout aussi oppressifs et anti-kurdes.

Dès 2011, le PYD créait des unités militaires d'autodéfense (YXK). La constitution d'une force militaire indépendante du régime constituait en soi un défi pour ce dernier. (…) leur mode d'action était la guérilla : éviter au possible le contact avec les forces du régime tout en se faisant accepter par la population kurde comme un groupe d'autodéfense légitime. Par exemple, lorsque des arrestations intempestives se produisaient, les YXK enlevaient des fonctionnaires du régime pour procéder ensuite à des échanges de prisonniers « à l'amiable ».

A l'été 2012, la situation militaire se dégradait. Le régime perdait pied et sa chute ne semblait plus qu'je question de semaines. Les soldats tiraient sur la foule ; des conscrits syriens désertaient massivement. Des groupes militaires se constituaient à travers la Syrie et attaquaient les casernes du régime. (…) Les YXK sortirent progressivement dau grand jour, au fur et à mesure que leurs forces croissaient et que le régime se retrouvait cantonné à ses casernes. Les premiers check-points des YXK apparurent en avril 2012 et se multiplièrent à partir de juin. En juillet, les groupes armés d'opposition se lancèrent à l'assaut de plusieurs ville syriennes, dont Alep et Damas.

Aucun autre parti kurde ne s'était attelé, en 2011, à la constitution d'une force militaire. Les YXK furent, dès leurs premières apparitions publiques, accusés de connivence avec le régime. (…) Ces allégations émanaient, une fois de plus, des opposants au PYD. (…) Les YXK, à partir du 19 juillet 2012, prirent le contrôle des casernes et des bâtiments administratifs du régime. A Kobanê, la garnison du régime fut encerclée, après quoi un ultimatum fut délivré aux soldats : leur sécurité était garantie s'ils rendaient leurs armes. Ce que les soldats présents firent, évitant l'effusion de sang. Certains soldats du régime évacués, dont des conscrits arabes, rejoignirent l'ASL. Des affrontements eurent lieu, notamment près de Derik. Le siège du renseignement militaire décida de résister : le premier martyr des YPG tombait.

L'expulsion des fonctionnaires et soldats du régime n'était que le point d'aboutissement (du moins, pouvait-on l'espérer alors) d'un processus révolutionnaire commencé bien avant. L'emprise du régime sur les territoires kurdes était, en juillet 2012, très relative. (…) Ni l'aviation ni l'artillerie ne furent utilisées en 2012 contre les YPG. B. al-Assad ne voulait pas ouvrir un nouveau front quand son régime vacillait.

En ne reprenant pas les territoires perdus en juillet 2012, le régime envoyait un message clair : si la Turquie soutenait les « terroristes » de l'ASL, le régime ne combattrait plus les « terroristes » du PKK. L'Etat turc avait partie liée avec l'Etat syrien : si celui-ci s'effondrait, une partie de son territoire tomberait aux mains du PKK.

En 2012-2014, les ambitions des YPG n'allaient pas au-delà du Rojava : les fonctionnaires du régime, dans les territoires majoritairement arabes, n'avaient rien à craindre des YPG kurdes. Ils ne représentaient donc, pour le régime, objectivement, qu'une menace circonscrite géographiquement et « ethniquement ». Dès 2012, en revanche, des combats éclatèrent à Serekaniye contre des groupes de l'ASL et le *Jabhat an-Nosrah*. Les YPG, contre toute attente, leur tinrent tête et finirent par prendre le contrôle de la ville. Le régime considérait que les YPG partageaient le même ennemi que les groupes d'opposition et djihadistes. Les YPG pouvaient représenter, à ses yeux, un « allié » objectif et circonstanciel qu'il serait toujours temps d'écraser plus tard.

A l'été 2016, suite aux provocations répétées des soldats du régime, les YPG-YPJ lancèrent une offensive contre leurs positions à Heseke. Ce fut un succès pour les YPG : tous leurs objectifs furent atteints. Pour la première fois, le régime eut recours à des frappes aériennes contre les YPG-YPJ, jusqu'à ce que la coalition impose une zone d'exclusion aérienne.

Il existe une troisième ville où les YPG et le régime syrien « cohabitent » : Alep. (…) Les quartiers kurdes y étaient en effet isolés du Rojava. La prise de contrôle de ces quartiers par les YPG se fit à l'été 2012. Les YPG y combattirent par la suite aussi bien l'armée syrienne que les groupes de l'ASL. Sans entrer ici dans le détail, les quartiers tenus par les YPG dans Alep furent tour à tours attaqués par le régime, l'ASL, puis par des groupes plus radicaux comme *Ahrar ash-Sham*, le *Jabhat an-Nosrah* ou, plus tard, Daech. (…) C'est finalement lors de l'invasion turque, fin février 2018, que les YPG quittèrent Alep pour aller défendre Afrin.

C'est un fait que le régime syrien a gagné la guerre et que l'opposition syrienne a, dans son ensemble, dégénéré et croulé tant sous es propres contradictions que c-sous les coups de boutoir d'une armée syrienne grassement épaulée par l'Iran et la Russie. (…) En résumé, le régime syrien s'était résigné à la perte des territoires majoritairement kurdes de Syrie pour se concentrer sur l'opposition arabo-sunnite.

Accuser les YPG-YPJ d'être à la solde du régime syrien relève de la propagande de guerre. (…) Il s'agit, sur le terrain, essentiellement de groupes de l'ASL et de ses alliés kurdes de l'ENKS, ainsi que du PDK irakien.

Les relations entre les YPG et le régime syrien ont donc fluctué au gré de la révolution puis de la guerre. Les YPG étaient, en 2012, une milice faible, mal équipée, ne disposant du

soutien d'aucun Etat et de beaucoup d'ennemis intérieurs. En fort mauvais position, en un mot, pour affronter une armée d'Etat. Raison pour laquelle ils préférèrent éviter tout conflit généralisé, quand le régime avait ses raisons de ne pas les attaquer. Ce n'est qu'avec l'appui de la coalition que les relations entre les YPG et le régime prirent une nouvelle tournure. Ou plutôt, qu'une ambigüité fut levée.

Arrêtons-nous sur une autre accusation récurrente : celle de soumission à l'impérialisme américain. Les YPG-YPJ ne seraient rien d'autre que la piétaille des Etats-Unis en Syrie. (…) La collaboration militaire entre la Coalition internationale et les YPG date de 2014-2015. Les forces kurdes syriennes ayant été à peu près les seuls à contenir efficacement la « vague noire » de l'été 2014, c'est cet « élément local » que les Etats-Unis ont décidé d'appuyer pour faire refluer les troupes du « califat ».

Les YPG, isolés presque totalement dans la ville de Kobanê fin 2014, acceptèrent l'aide militaire occidentale. D'abord, sous la forme de frappes aériennes congre Daech, puis par la présence de « conseillers militaires », des forces spéciales américaines, britanniques et françaises. Ensuite, avec l'arrivée de D. Trump au pouvoir, en accueillant plusieurs milliers de Marines et de l'armement américain.

Les Américains n'ont jamais conçu leur alliance avec les YPG autrement que comme circonstancielle et militaire. A court terme, bien sûr, il s'agissait de soutenir les seuls combattants prêts et capables de porter le coup de grâce au califat moribond. A plus long terme, les YPG puis les QSD pouvaient être un rempart utile à l'influence iranienne.

En poussant à la création des QSD, les Etats-Unis espéraient que les YPG, et en particulier leur encadrement politique, seraient submergés par les milices arabes. A tout le moins, qu'ils devraient composer avec eux. Les groupes arabes des QSD étaient perçus comme plus influençables et « malléables » par l'administration américaine. (…) Lorsque au sein des QSD les Arabes furent suffisamment nombreux, les Etats-Unis poussèrent à la rupture : les têtes de trois dirigeants historiques du PKK furent mises à prix. Parallèlement, les Etats-Unis appelaient les « Kurdes du PKK », c'est-à-dire les militants « turcs » ou « iraniens » à quitter la Syrie. Seuls les Kurdes syriens étaient décrétés légitimes à demeurer dans les YPG, dans ce qui se voulait être un compromis acceptable pour la Turquie. Les Etats-Unis mesuraient visiblement mal l'emprise de l'encadrement YPG sur les QSD, et surestimaient quelque peu leur influence réelle. Cette manœuvre avorta, mais exposa la « circonspection » des Etats-Unis vis-à-vis des YPG.

En ce qui concerne les aspects politiques de cette collaboration. Pour les YPG, la présence de forces militaires occidentales permettait de tenir à distance son ennemi existentiel, à savoir l'Etat turc. Ce dernier pouvait bien enrager de voir une force kurde se constituer sur sa frontière méridionale, il lui était impossible de se risquer à une aventure militaire qui aurait pu mener à une confrontation directe avec son allié américain.

Une dictature travestie ?

Le PDK-S et ses alliés ont-ils souffert de répressions de la part de l'administration civile du nord de la Syrie ? (…) La société kurde de Syrie est, comme toute autre, traversée par de profondes fractures sociales, ethniques, de classe, d'intérêts plus ou moins avouables. Parler des « Kurdes de Syrie » comme d'une communauté d'intérêts unique est, bien souvent, une vue de l'esprit. Ces innombrables divisions se traduisent dans le champ politique organisé.

En 2011 (…) l'atomisation des organisations kurdes était totale. Le régime baasiste jouait de ces divisions, les attisait, courtisait tantôt tel parti, réprimait tantôt un autre, et les infiltrait tous.

Le PDK-S disposait, comme le PKK et le YNK, d'un atout majeur : l'appui d'un acteur extérieur aux ressources considérables. Le PDK, à l'instar de ses rivaux historiques, était une organisation trans-étatique structurée autour du PDK irakien. Le PDK disposait ainsi de plusieurs branches « nationales », dont, en Syrie, le PDK-S. Avec l'autonomie du Kurdistan irakien dans les années 1990-2000, le PDK-S s'était de plus en plus subordonné au PDK irakien.

Il s'agit ensuite d'organisations politico-militaires qui doivent être traitées comme telles. Il faut comprendre que le PDK, pas plus que le PKK ou le YNK, ne sont des partis politiques au sens occidental du terme. Le contexte politique au Moyen-Orient requiert souvent d'autres formes « d'expression politique ». S'opposer au PDK dans le GRK ne signifie donc pas seulement exprimer un désaccord purement « théorique », mais s'exposer aux armes de ce parti et se priver de tout emploi dans l'administration.

Le PDK-S estimait que les Kurdes de Syrie ne pouvaient pas mener de politique indépendante. (…) Les Kurdes de Syrie, selon le PDK-S, avaient donc intérêt à s'intégrer dans l'opposition syrienne, y compris avec les Frères musulmans ou d'autres groupes religieux. L'opposition syrienne arabo-sunnite représentait, toujours selon le PDK-S, la seule force capable de renverser B. al-Assad, condition préalable à la reconnaissance des droits culturels des Kurdes et d'une autonomie politique.

Le PDK-S s'attela, courant 2011-2012, à structurer autour de lui les partis kurdes dans un « front national », pour « peser » au sein de l'opposition syrienne. En octobre 2011, un Conseil national kurde de Syrie (ENKS) fut proclamé, se voulant « représentant légitime » de la population kurde de Syrie. Tous les partis kurdes en étaient membres, à l'exception notable du PYD et de l'organisation de M. Temmo. (…) Bien des partis kurdes, en intégrant l'ENKS, cherchaient les faveurs du PDK irakien plus qu'ils ne s'alliaient au PDK-S.

A la différence d'autres partis kurdes, le PYD n'était pas contraint matériellement de s'allier au PDK-S. Ce parti pouvait compter sur le soutien logistique, matériel, militaire et humain de ses organisations sœurs dont, évidemment, le PKK. (…) En plus de la formation d'une milice, le PYD tentait de prendre le relais de l'Etat syrien, là où celui-ci reculait, par l'organisation de structures autonomes. Des conseils de quartier furent créés à l'initiative de militants du PYD. Leur influence s'étendit bien au-delà du seul parti, à travers ce réseau structuré à différents échelons.

La dégradation de la situation politique en 2012 amena cependant les deux partis à un rapprochement tactique. Mesud Barzani, le PYD et l'ENKS signèrent un accord (dit « d'Erbil »), d'abord en juin puis en juillet 2012. Les deux partis s'engageaient à régler leurs différends par la discussion et à ne plus user de violence réciproquement. Devant la perspective d'un vide de pouvoir, le PYD et l'ENKS se réuniraient au sein d'un Conseil suprême kurde. (…) Quelques révolutionnaires européens (…) voyaient d'un mauvais tout rapprochement avec le parti népotique et corrompu de M. Barzani. En réalité, le PDK-S reconnaissait par cette alliance qu'il ne contrôlait pas la situation en Syrie et était contraint de frayer avec le PYD honni.

Le 19 juillet 2012, les YXK commencèrent à prendre le contrôle du Rojava. Les régions de Kobanê et d'Afrin furent libérées. (…) Le PDK-S était placé devant le fait accompli. (…) Les YXK, dans un communiqué, affirmaient le jour même se placer sous l'autorité du Conseil suprême kurde et devenaient les YPG. (…) le PDK-S avait le sentiment d'avoir été floué par son « allié ».

2013 confirma le divorce entre les deux pôles politiques kurdes : une lutte d'influence et de pouvoir s'aggrava tout au long de l'année. Face au refus des YPG de laisser pénétrer les roj-pehmergas sur le territoire syrien, les différents partis de l'ENKS tentèrent de créer localement leurs propres forces militaires. (…) Des groupes armés kurdes liés à l'ENKS prirent occasionnellement les YPG pour cibles, de concert avec des groupes de l'opposition syrienne.

L'ENKS, fidèle à sa ligne, rejoignit finalement la Coalition nationale des forces révolutionnaires et d'opposition de Syrie, sans en référer au Conseil suprême kurde. (…) Les YPG étaient désormais perçus, grâce à leur résistance aux groupes de l'ASL ou au *Jahbat an-Nosrah*, comme la force de défense légitime des Kurdes de Syrie, et non plus comme la seule « milice du PYD ». Des membres d'autres organisations politiques les rejoignirent. (…) L'ENKS quitta finalement le Conseil suprême kurde en novembre 2013, qui cessa de fait d'exister. (…) Un projet de « constitution » et d'administration fut élaboré par le PYD et ses nouveaux alliés : l'autonomie des trois cantons kurdes fut proclamée en janvier 2014. Le TEV-DEM, devenait l'exécutif de facto au Rojava.

Il est impossible de parler du PDK-S sans mentionner son « grand frère » : le PDK irakien. (…) Dans le conflit entre le PKK et l'armée turque, le PDK a choisi son camp, même s'il ne peut le faire trop ouvertement pour ne pas heurter les sentiments patriotiques kurdes. De là, la bénédiction donnée aux avions turcs pour bombarder les positions du PKK (en Irak). De là l'accueil de bases militaires turques et la présence d'un vaste réseau du MIT dans les territoires contrôlés par le PDK.

Les liens du PDK avec la Turquie s'expliquent en partie par des facteurs objectifs. La position du GRK, sa volonté d'indépendance économique vis-à-vis de Baghdad l'a amené à une coopération économique étroite avec Ankara. Les investissements turcs y ont été importants, à partir de 2008 (…). Le GRK exporte son pétrole vers le marché international via la Turquie, ce qui représente sa principale source de revenus. (…) Ce n'est pas la coopération économique avec la Turquie qui contraint le PDK à fermer sa frontière quand bon lui semble : c'est une volonté d'étouffer économiquement le Rojava « rebelle » qui a refusé de se placer sous sa coupe.

Il faut enfin mentionner que les volontaires internationalistes furent eux aussi visés par le PDK. Le PDK réprime en effet, à la différence du YNK. Traités sans égards particuliers, les internationalistes arrêtés étaient mêlés, dans leurs cellules surpeuplées, aux combattants de Daech emprisonnés. Il fallait l'intervention des consulats pour que les volontaires soient relâchés. Tant pis pour les ressortissants des pays qui, comme l'Australie ou le Royaume-Uni, n'interviennent pas dans ce genre d'affaires.

On comprend donc que les déboires du PDK irakien aient rejailli sur le PDK-S.

Démocratie, révolution et opportunisme

Si l'on en juge au nombre d'organisations politiques, l'administration du nord de la Syrie saurait difficilement être taxée de « totalitarisme ». (…) Il existe d'abord, bien sûr, le PYD et ses alliés. Ce bloc compte une multitude de partis mais est largement dominé par le PYD. (…) On peut mentionner le Parti communiste du Kurdistan, le Parti de la gauche kurde de Syrie, l'Union libérale, le Parti vert du Kurdistan… et bien d'autres ! (…) Le PYD a parfois suscité la création d'organisations politiques arabes là où elles n'existaient pas (comme le Parti de la Syrie du futur). Ultra-majoritaire, ce bloc domine tout à fait la vie politique du nord de la Syrie et l'administration.

D'autres partis se sont regroupés dans la Coordination nationale kurde de Syrie, en 2016. En désaccord sur certains points avec le PYD, ces partis n'en soutiennent pas moins le cadre politique général, les institutions du nord de la Syrie et reconnaissent les YPG-YPJ comme la force de défense légitime du Rojava. Sensiblement plus nationalistes que le PYD, les partis de la Coordination nationale sont, pour la plupart, issus de l'ENKS.

Un dernier bloc, enfin, se regroupe autour du PDK-S. Il s'agit de ce qui reste aujourd'hui de l'ENKS. (…) Certains partis, enfin, mènent des politiques autonomes et ne se retrouvent dans aucun bloc, ou louvoient entre ceux-ci. C'est le cas, notamment, de la branche syrienne du YNK iranien (PDPKS).

Le nord de la Syrie, enclavé au milieu de régimes dictatoriaux plus ou moins rétrogrades, est aussi un sanctuaire pour les mouvements révolutionnaires progressistes de la région. C'est ainsi que des organisations de gauche turques, persécutées chez elles, y ont trouvé refuge. Etant donné la collaboration de longue date entre le mouvement de guérilla kurde et les organisations communistes turques, il est logique que celles-ci aient été présentes très tôt au Rojava. On peut citer le MLKP, le TKP-ML, le MKP ou encore les BÖG. Des révolutionnaires iraniens, non Kurdes, y sont encore présents.

Les premières élections générales eurent lieu fin 2017. Les coprésidents des communes furent élus en septembre 2017, lors d'un premier scrutin, les représentants aux institutions régionales et cantonales en novembre de la même année. (…) Le PDK-S et ses alliés choisirent le boycott, considérant qu'une participation équivaudrait à une reconnaissance implicite de l'administration autonome. Les appels au boycott du PDK-S ne furent pas suivie et la participation fut élevée (70% de participation aux deux scrutins).

Proportionnellement au nombre de candidats, la « Nation démocratique » a obtenu plus de suffrages que les autres listes. Celles-ci ont néanmoins fait des scores honorables. La Coordination nationale kurde a par exemple vu 40% de ses candidats élus dans la région de Cezire. 68% des candidats indépendants de la région de l'Euphrate (Kobanê) ont été élus. La petite coalition arabe a quant à elle fait élire huit représentants dans la région d'Afrin.

Au niveau local, la démocratie fonctionne par le système des communes et des assemblées de quartier. Chaque commune regroupe un nombre donné de foyers et gère elle-même ses affaires internes. Les communes sont, comme toutes les instances du nord de la Syrie, dirigées par deux coprésident.e.s élu.e.s et révocables. Chacun peut librement assister aux sessions de la commune et des consultations sont organisées lorsqu'une question doit être tranchée. Il ne s'agit pas simplement d'un « conseil municipal » à la française (auquel chacun peut également assister), chacun pouvant participer aux discussions et aux prises de décision par le vote. Les communes sont investies de tout ce qui touche à la vie sociale (l'entretien des rues, rénovations de bâtiments et autres), mais elles sont aussi en charge de certaines marchandises.

Un exemple. Le moyen de chauffage le plus commun est, au Rojava, le poêle à pétrole. Le diesel, extrait et raffiné localement, a pu être rationné par le passé. Lors des périodes de pénurie, le diesel était ainsi réparti selon les besoins pas les communes. Si tel foyer moins fortuné avait plus d'enfants, il se voyait allouer une quantité plus importante de diesel. Certes, le système avait ses limites dans l'arasement des différences de richesses, puisqu'il était possible de s'achalander sur le marché, mais le cadre établi permettait d'en limiter l'opacité.

Le système des communes et des maisons du peuple a évolué au fil des ans. Aussi faut-il se garder de tout fixisme lorsqu'on parle de « la » commune du Rojava. Les communes sont nées lors de la révolution syrienne de 2011. Elles ne furent ni la création. Spontanée et désordonnée des « masses » ni des coquilles vides créées arbitrairement par un appareil politique. L'apparition des communes est le fruit de la volonté d'auto-organisation d'une partie des protestataires de 2011 et de la volonté du PYD de créer des structures décisionnaires larges. Elles sont un exemple d'interaction heureuse entre un mouvement spontané et organisation.

Le système des communes passa par une phase « ascendante » (en nombre et en affluence) en 2012-2014. Ce fut d'abord la conséquence de l'euphorie consécutive à la libération, à la création d'une administration *kurde* et de la volonté, née de la révolution, de participer aux prises de décision. (…) En 2013-2014, les combats étaient acharnés contre les ennemis intérieurs des YPG : ASL, *Jahbat an-Nosrah*, ou encore Daech.

Depuis, il est clair que l'affluence et la participation effective dans les communes a baissé, dans une tendance qui semble avoir débuté en 2015. Des problèmes de représentativité se posèrent, à différents moments et pour différentes raisons. En 2015, la surreprésentation des hommes vieux était, par endroits, criante. Les jeunes étaient alors soit dans les YPG, soit trop pris par le travail pour se charger d'un surplus de travail politique. La sous-représentation des femmes (mariées) dans ces instances collectives de décision était un

autre problème, preuve si besoin était de la nécessité d'organisations séparées. Gérer les affaires d'une commune signifie en outre, souvent, s'acquitter de tâches ingrates, chronophages et laborieuses dont beaucoup se lassent après un certain temps.

Certains ont voulu voir dans les communes un modèle idéalisé « d'autogestion ». Si les Kurdes de Syrie peuvent à juste titre s'enorgueillir du système des communes, dépeindre le Rojava comme une démocratie directe pure, débarrassée des influences intrinsèquement mortifères des partis politiques et où toutes les décisions seraient prises « par en bas », c'est prendre ses rêves pour la réalité des choses.

Il existe de fait un partage, une dialectique entre les différents organes de pouvoir. Les décisions locales sont, incontestablement, prises au niveau local. La largeur de ceux qui y sont admis est inconnue dans les pays occidentaux. Mais les grandes orientations stratégiques, militaires et diplomatiques restent l'exclusivité du Conseil de la Syrie démocratique et, dans les faits, du PYD et de ses alliés. Les décisions finales, en la matière, leurs reviennent. (…) Prendre Raqqa ou lancer l'offensive de Deir-er-Zor (Day raz Zawr sur les cartes) pour s'emparer des champs pétroliers étaient les décisions du haut-commandement YPG, et certainement pas l'émanation des communes.

Les bas salaires des fonctionnaires de Syrie du Nord ont, pour le moment, limité l'opportunisme, un poste dans l'administration étant rarement synonyme de sinécure ou de gains matériels substantiels. L'administration autonome a cependant dû, sous la pression de la concurrence de l'étranger ou des ONG présentes dans le pays, offrir des salaires très au-dessus de la moyenne à certains spécialistes hautement qualifiés. Ce fut et toujours le cas, par exemple, des chirurgiens.

Le Rojava est un territoire trop faiblement industrialisé pour subvenir à la totalité de ses besoins. Construire le socialisme dans un seul pays, de la taille du Rojava, est une absurdité à laquelle personne n'a jamais pensé. L'étroitesse de son territoire ne laisse guère envisager de vivre en autarcie. (…) Les capitalistes étrangers s'introduisent de façon désordonnée et lente dans le nord de la Syrie. Un par un, sans plan clair et pour répondre à des besoins particuliers. Le Kurdistan irakien regorge de capitalistes prêts à « investir » au Rojava. (…) Si cet apport de capitaux individuels et extérieurs devait se poursuivre, le nord de la Syrie, bon gré mal gré, finirait par tomber sous la coupe de capitalistes étrangers. Et derrière eux, de leurs Etats tutélaires.

Le pays dispose de ressources pétrolières, limitées mais suffisantes pour obtenir les capitaux nécessaires au développement du pays, à son industrialisation et à l'amélioration de ses infrastructures. Les fonds obtenus pourraient être réinvestis dans l'économie coopérative, permettant par-là de limiter les inégalités de richesses et de conserver une marge de manœuvre appréciable vis-à-vis des impérialistes.

Ces deux perspectives sont irréconciliables. Le choix devra cependant être fait rapidement, car l'absence de stratégie claire fait le jeu des capitalistes.

La politique du PYD, en matière de nationalités, s'inscrit dans les évolutions idéologiques opérées par le mouvement national kurde dans les années 2000. Il n'est plus question, pour le PKK ou ses organisations sœurs, de créer un Etat kurde indépendant, mais des institutions trans-étatiques coexistant avec les Etats en place. Chaque communauté nationale, ethnique ou religieuse pouvant s'organiser dans ses structures propres.

Ces changements idéologiques ont des raisons diverses. En ce qui concerne le rejet de l'Etat-nation, il s'agit notamment d'acter le fait de la diversité nationale du Kurdistan. L'identité nationale est en effet une notion éminemment subjective. Les « frontières » nationales tiennent de l'imaginaire et ne se recoupent pas toujours entre les différentes visions de la communauté nationale, surtout en l'absence d'un appareil d'Etat diffusant tel projet national bien défini, en l'absence d'une autorité. Ainsi, c'est en vain que l'on chercherait, chez les différents acteurs du mouvement national kurde, un consensus sur les frontières géographiques ou « ethniques » du Kurdistan. Telle ville est-elle kurde ou turque, quand la population y est divisée de façon à peu près égale ? Les Zazas sont-ils des Kurdes, une « ethnie, ou une nation distincte comme l'affirment certains ?

L'assimilation, les conséquences néfastes des politiques de « dénationalisation » des Kurdes sont un fait. Il existe, surtout dans l'Etat turc, bon nombre de Kurdes se définissant comme tels, ne parlant plus le kurde. (…) ne pas connaître le kurde est ainsi ressenti, par certains, comme humiliant. La présence massive de Turcs dans les villes du Kurdistan complique encore la donne.

La nouvelle idéologie du PKK (…) se veut à l'inverse inclusive : intégrer tous les habitants du Kurdistan ((Le kurde fait la distinction entre « kurde » au sens ethnique (kurdi) et « du Kurdistan » (kurdistani), concept territorial incluant toutes les composantes nationales ou ethniques de ce pays)) dans un projet politique commun, tout en permettant aux Kurdes, et aux autres nationalités du Moyen-Orient, de développer leurs aspirations culturelles. Notamment les minorités nationales, ethniques ou religieuses qui ne sont majoritaires nulle part et ne sauraient, en eussent-elles l'envie, créer d'Etats nationaux territorialement circonscrits (Syriaques, Arméniens, etc.).

Cette nouvelle idéologie ne surgit pas du néant. Le concept de « nation démocratique », notamment, semble beaucoup s'inspirer des théories dites « austro-marxistes » du début du 20è siècle, même si A. Ocalan ne le revendique pas. Otto Bauer, dirigeant de la social-démocratie autrichienne et principal théoricien de l'austro-marxisme, prônait ainsi « l'autonomie nationale-culturelle » pour les nationalités opprimées de l'Empire austro-hongrois. (…) Décriées par Lénine, quoique partiellement reprises et adaptées dans l'URSS des années 1920, les théories « austro-marxistes » furent une source d'inspiration pour de nombreux mouvements socialistes nationaux « a-territoriaux ».

L'autonomie des territoires majoritairement kurdes a certes été proclamée en 2014, mais le TEV-DEM eut soin de la qualifier d'autonomie démocratique, d'éviter au possible d'en faire une sécession exclusivement « kurde ». Ce qui lui attira et lui vaut toujours les foudres du PDK-S nationaliste, prônant un Etat kurde sur le modèle irakien. Les communes de quartier ne sont pas organisées, par exemple, par nationalités, pas plus que les instances

municipales, cantonales ou régionales. Le Conseil de la Syrie démocratique accueille aussi les représentants de toutes les communautés. Les communautés nationales ou religieuses disposent aussi de leurs propres assemblées et communes pour gérer leurs affaires propres (culturelles, d'enseignement entre autres).

Il m'est arrivé à de nombreuses reprises d'entendre des combattants kurdes parler en termes injurieux des « Arabes ». Me plaignant d'un vol, un commandant kurde me répondit : « Ce sont les Arabes, ils sont tous sales, méfie-toi ! ». (…) Il serait puéril de prétendre que l'héritage de décennies de nationalisme arabe exacerbé peut s'évanouir d'un claquement de doigts. (…) Ce qui importe surtout, c'est que le cadre politique et l'idéologie n'encouragent pas ces comportements. Tel Kurde peut haïr « les Arabes » individuellement, les YPG n'en continueront pas moins d'accueillir des combattants kurdes et arabes.

L'apparition et « l'envahissement » de l'espace public par une langue hier proscrite a pu susciter, chez les Arabes qui n'ont pas eu à subir de type d'oppression, le sentiment d'être écrasés, de devenir eux-mêmes une minorité, même si leurs droits n'ont jamais été lésés *objectivement*.

Un point doit encore être mentionné. La lutte des YPG-YPJ pour l'autodétermination des Kurdes en Syrie a souvent occulté le fait que les Kurdes, au-delà de leur sentiment de former un seul et même peuple, sont eux-mêmes divisés ethniquement. Il existe par exemple une importante minorité yézidie. Parlant le kurde, certains yézidis ne se considèrent toutefois pas comme membres de la nation kurde (encouragés dans le passé par les pouvoirs centraux qui cherchaient à diviser). Mais surtout, il existe une différence entre les Kurdes syriens et ceux originaires de l'Etat turc.

La volonté que les territoires majoritairement arabes soient libérés par des unités arabes ne procédait pas d'une lâcheté de la part des YPG-YPJ, ni de la volonté d'épargner les Kurdes (ceux-ci ayant connu de lourdes pertes dans toutes les batailles). Il s'agissait, à côté de la dimension politique (la volonté de doter les régions arabes de groupes armées *compétents, expérimentés et disciplinés*), de préserver des forces militaires compétentes contre la menace, bien réelle, que l'Etat turc faisait peser depuis longtemps sur le Rojava.

Ce sont les unités kurdes des YPG-YPJ qui lancèrent l'opération dite de Deir-ez-Zor à l'été 2017, quand le gros des unités arabes était toujours engagé à Raqqa. Même lorsque l'essentiel des offensives était assuré par des unités arabes, des combattants kurdes restaient présents, notamment les combattants spécialisés (démineurs, tireurs de précision…).

Dans une situation chaotique, avoir permis de ne pas ajouter un conflit inter-ethnique arabo-kurde à la longue liste des horreurs de la guerre civile syrienne restera, quelle que soit la suite, l'un des mérites indiscutables de l'administration du nord de la Syrie.

Langue et révolution

« Tu n'imagines pas ce que cela fait de ne pas pouvoir comprendre sa langue », m'a dit un jour un jeune Kurde « assimilé ». Il pouvait bien ne connaître que le turc et ne rien entendre au kurde, celui-ci restait malgré tout « sa » langue.

Dans le cas des locuteurs du kurmanci, deux Etats menèrent des politiques répressives contre cette langue et tentèrent, par des moyens différents, d'amener à sa disparition. Les répressions les plus acharnées, les plus méthodiques et les plus poussées furent le fait de l'Etat turc. Inspirée de la 3è République française et de son éradication heureuse des « patois » au profit du seul « patois d'Ile-de-France », la république de Turquie se voulait mono-ethnique et se refusait à reconnaître toute autre langue que le turc. (…) La langue kurde était, conséquemment, interdite non seulement d'enseignement (dès 1924), mais aussi de toute expression publique. Reconnaître l'existence d'un peuple kurde ou de la langue kurde suffisait pour qu'une organisation politique ou culturelle fût interdite.

L'AKP avait semblé un temps, dans les années 2000, changer la politique de l'Etat turc, se distancier du kémalisme et de sa vision nationaliste étriquée. Le kurde fit l'objet d'une reconnaissance officielle limitée. Des chaînes de télévision privée en kurde furent autorisées, dont une, publique, financée directement par l'Etat turc. Des journaux kurdes parurent également. Cette relative libéralisation allait de pair avec une volonté de négocier avec le mouvement kurde armé. Le durcissement du régime de l'AKP, surtout après la reprise la guerre civile en 2015, mettait un terme à ces illusions. (…) Il s'agissait d'une tentative de formuler un « patriotisme » turc en langue kurde, voire un patriotisme kurde fidèle à l'Etat turc, ce qui échoua largement.

L'Etat syrien fut tout aussi acharné dans sa lutte contre les Kurdes, mais les répressions visaient plus les revendications politiques, nationales, que celles spécifiquement linguistiques. La république *arabe* de Syrie, produit de l'imaginaire pan-arabe, ne reconnaissait aucun autre groupe national que la nation arabe. (…) le projet d'une « ceinture arabe », c'est-à-dire la colonisation arabe d'une frange de territoire frontalier avec l'Etat turc, pour « couper » les Kurdes syriens du Kurdistan « turc », ou le retrait immédiat, en 1962, de leur citoyenneté syrienne à 120 000 Kurdes de Syrie, déclarés « immigrés irréguliers de Turquie », allaient dans ce sens.

D'autres minorités nationales, jugées plus fiables par le régime, furent traitées avec plus d'égards. La minorité chrétienne syriaque, dont le régime prétendument laïque » cherchait le soutien contre les « Arabes sunnites », fut ainsi autorisée à faire fonctionner un réseau d'écoles privées utilisant le syriaque.

La Révolution du Rojava, à partir de juillet 2012, a levé toutes les interdictions et restrictions dans les domaines culturels et linguistiques. (…) L'apparition publique du kurde est la marque la plus patente de la révolution. (…) Les institutions, organisations culturelles ou politiques, se font toutes un devoir d'annoncer leurs noms dans les trois langues officielles. Chacune écrite au moyen de son alphabet propre : arabe, syriaque, et latin pour le kurde.

Les Kurdes syriens connaissent généralement l'alphabet latin, via les cours d'anglais dispensés jadis dans les écoles du régime, mais en maîtrisent assez mal la lecture et

l'écriture. Ainsi, les Kurdes utilisant le kurmanci au quotidien et dans tous les domaines de la vie, continuent à lire leurs journaux et à écrire en arabe (puisque le kurmanci ne s'écrit pas avec l'alphabet arabe). Il est révélateur de ces difficultés que la plupart des journaux, même kurdes, continuent très majoritairement à paraître en arabe. (…) Pas un médecin du Rojava n'a effectué ses études en kurde. En conséquence, dès que l'on sort du vocabulaire le plus courant (rhume, grippe, etc.), les médecins passent à l'arabe (s'il s'agit, par exemple, de nommer tel os ou telle artère).

La population étant bilingue, c'est l'arabe qui sert de langue de communication entre les différentes communautés. Ne pas parler arabe est, au Rojava, un sérieux handicap, même dans les zones quasi-exclusivement kurdes. Les Kurdes réfugiés arrivant de l'Etat turc, qui ne parlent pas arabe, en font les frais.

Le réseau d'écoles est très inégal selon les régions, villes ou villages. Le kurde y est désormais enseigné et langue d'enseignement, dans les régions à majorité kurde. Le *kurmanci* ne fut introduit qu'à partir de 2013, progressivement, dans les écoles du Rojava. En raison du manque de personnel enseignant compétent, la nouvelle administration ne renvoya pas les fonctionnaires du régime, afin de ne pas désorganiser l'éducation. L'administration ne disposait ni des moyens humains, ni financiers, pour réorganiser du jour au lendemain, et en temps de guerre, l'éducation d'un pays entier. Les programmes scolaires furent naturellement purgés de certains éléments (le salut du drapeau baasiste, les fêtes nationales syriennes, etc.) et les fonctionnaires réfractaires, minoritaires, furent renvoyés.

Conformément à la ligne du TEV-DEM en matière de nationalités, pas question d'écoles mono-ethniques. L'arabe est ainsi toujours enseigné dans les écoles kurdes, et le kurde dans les écoles arabes. (…) Pas de volonté de « kurdifier » les Arabes, mais l'introduction du kurde dans l'enseignement, aujourd'hui à tous les niveaux, a parfois pu être mal perçu comme tel.

On apprend, dans les écoles du Rojava, le respect des nationalités, l'histoire de la lutte des femmes à travers le monde, l'histoire du peuple kurde. Toutes les matières peuvent désormais être enseignées en kurde et disposent de manuels adéquats. Les manuels scolaires publiés par l'administration autonome le sont dans les deux langues majoritaires. Il n'est pas inutile de préciser que les manuels en arabe sont imprimés aux frais de l'administration, qui a banni définitivement les manuels du régime syrien. (…) Les manuels scolaires de Daech apprenaient aux enfants à compter avec des kalachnikovs. On y montrait la famille-type composée de la mère, voilée intégralement, père, barbe longue et kalachnikov au poing. Les « lionceaux du califat » y étaient exaltés.

Soresa Rojava, soresa jinê ye

La révolution du Rojava est souvent décrite par ses soutiens occidentaux comme « féministe ». Cela va de soi puisque la politique du TEV-DEM est éminemment volontariste et se pose l'émancipation des femmes comme un but politique premier.

Aucun groupe armé en Syrie n'a admis les femmes à combattre, à tout le moins jamais dans les proportions des YPJ. Preuve s'il en est de leur caractère éminemment émancipateur pour la Syrie. Il va de soi que le combat contre Daech était un combat pour les femmes. La position sociale qu'entendait leur réserver Daech fait froid dans le dos. (…) Daech justifiait, dans ses vidéos et publications, le fait de vendre les femmes des ennemis vaincus comme du bétail. Ce qui n'était pas pure invective, mais fut effectivement pratiqué.

Pour les femmes yézidies, le calvaire fut innommable. Les atrocités commises contre cette petite communauté, taxée « d'idolâtrie » ou de « païenne » par Daech, dépassent l'entendement. L'esclavage des yézidis était, selon Daech, parfaitement justifié et en accord avec les textes. Les femmes yézidies furent vendues comme esclaves sexuelles aux membres de Daech, ou à leurs sympathisants.

Daech, s'il poussa le vice jusqu'aux dernières limites, ne fut pas le seul à se rendre coupable d'horreurs à l'endroit des femmes. Tous les groupes armés de Syrie se sont livrés, à divers degrés, à des exactions contre elles. Les Syriennes ont incomparablement plus souffert des effets de la guerre. Le viol a été, pour Daech comme pour d'autres milices, utilisé *massivement* comme une arme. Dans la société syrienne, les répercussions sociales d'un viol sont très graves, (considéré comme une honte pour la famille) en plus d'être un traumatisme individuel.

La victoire de Kobanê, plus qu'une victoire militaire, symbolisait la défaite de ceux qui entendaient maintenir la moitié de l'humanité dans l'esclavage le plus crasse.

C'est avec surprise que j'entendis cette question : « *Les femmes se battent-elles* vraiment ? ». Quiconque étant allé sur place est choqué d'entendre cette question. Autant demander si, au Rojava, le ciel est bleu ou si l'eau coule dans les rivières. Il suffit de consulter le fichier des martyrs, désormais accessible en ligne, pour se convaincre de la place qu'ont occupée les femmes dans cette guerre.

Leur présence dans les mouvements révolutionnaires kurdes est chose ancienne. Le PKK comptait, parmi ses fondateurs et dirigeants historiques, un nombre important de femmes dont Sakine Cansiz, assassinée en janvier 2013 par le MIT, était la plus connue. Des femmes étaient présentes dans les rangs de la guérilla, après le déclenchement de la lutte armée en 1984. Ce qui posa un certain nombre de défis. Concrètement, les femmes rejoignant la guérilla, reprenaient « spontanément » la place qui leur avait été inculquée dans la société civile, s'occupaient des tâches ménagères, de la préparation des repas, quand les hommes entendaient rester en charge des questions « sérieuses ». Cette reproduction des schémas sociaux au sein de la guérilla avait amené les dirigeants du PKK à prendre des mesures radicales, à codifier de façon stricte les rôles de chacun et chacune. Un homme rejoignant la guérilla devait ainsi apprendre à cuisiner, quand les femmes étaient investies de responsabilités dont elles ne pouvaient faire l'expérience dans la vie civile. Ces règles évoluèrent avec le temps et furent reprises par plusieurs organisations sœurs.

Au Rojava, des femmes étaient déjà membres, en 2011-2012, des YXK mais elles n'y disposaient pas de structures autonomes propres. Cela tant en raison de leur nombre limité que des contraintes liées à la clandestinité. La libération de juillet 2012devait lever celles-ci. Il

fut décidé, à la première conférence des YPG, que les femmes s'y organiseraient dans un corps autonome. Les travaux en ce sens amenèrent à l'annonce de la création, en avril 2013, des YPJ. Les YPJ sont, depuis, la branche féminine des YPG. Elles sont membres des YPG qui ne sont pas leur pendant masculin, mais l'armée dans son ensemble.

L'unité de base des YPG, le *tabur*, peut être mixte ou non. Dans le premier cas, le *tabur* est divisé en deux sous-unités placées respectivement sous un sous-commandant et une sous-commandante. Les combattantes femmes y disposent de leur propre base militaire, séparée de celle des hommes, et doivent gérer leurs affaires internes. Cette séparation stricte n'empêche évidemment pas les contacts entre membres d'un même *tabur*. Les visites sont fréquentes, mais certaines règles doivent être observées. Il est interdit, par exemple, à une femme de se retrouver seule avec un ou plusieurs hommes. Elle doit, pour des raisons de sécurité, être accompagnée d'une autre femme. A échéances régulières, des rencontres ou des séances de discussion sont organisées, réunissant combattants et combattantes. Les formations politiques et les entraînements militaires sont eux aussi organisées en commun, dans la mesure où les opérations militaires sont mixtes.

Les structures de commandement sont strictement codifiées. Une femme peut donner un ordre à un homme. Un homme peut être placé sous le commandement d'une femme, mais l'inverse n'est, théoriquement, pas possible. Les unités ou sous-unités de femmes sont placées sous le commandement d'une femme, mais le commandement des taburs ou des sous-unités n'est pas mixte, dans le sens où il n'existe pas formellement deux co-commandants comme dans les organisations civiles. Les sections féminines au sein des *taburs* sont commandées par des femmes qui assument de fait les fonctions de « co-commandantes », puisque, si le commandant du *tabur* est un homme, il lui est formellement interdit de donner un ordre aux combattantes femmes. Il est plus rare, en effet, que les commandants de taburs soient des femmes.

Les femmes combattantes jouèrent ainsi un rôle majeur dans les batailles de Manbij, Kobanê ou eddali, mais étaient très minoritaires sur le front dit de Deir-ez -Zor. Le gros des troupes y était constitué par des forces arabes locales, quand des femmes combattantes d'autres régions y étaient parfois envoyées en fonction de leur spécialisation (par exemple, des tireuses de précision).

Officiellement, les femmes ont pris leur place dans le mouvement kurde, sans que personne ne leur ait « octroyée ». Cela est exact dans la mesure où les dirigeantes du PKK ont beaucoup œuvré en ce sens. (…) mais, dans les faits, c'est aussi occulter que la place des femmes a été arrachée, imposée aux membres du PKK par le président de cette organisation. C'est un fait que l'oppression des femmes a toujours fasciné A. Ocalan, dont l'autorité sur le PKK n'était guère discutée. C'est grâce à son autorité qu'A. Ocalan a pu imposer à ce parti sa forme actuelle et passée. Le système de « coprésidence » adoptée par les organisations civiles kurdes ou pro-kurdes, découle ainsi de la décision d'A. Ocalan, et non de la « base » de celles-ci. (…) C'est contre l'avis de la majorité de cette organisation, et parfois contre l'avis de ses dirigeants mêmes, que la place des femmes a été imposée.

Dans les QSD, la question des femmes est abordée différemment. Il ne m'a jamais été donné de voir une unité de femmes QSD, sur le front ou en opération. Les règles sont en

effet différentes. Pour en saisir les raisons, il est essentiel de comprendre le fonctionnement interne des QSD et des YPG. Il existe, au sein de ceux-ci, plusieurs formes d'engagement.

Certains rejoignent les YPG-YPJ par conviction, par adhésion profonde au projet politique défendu. Ceux-ci sont, dans la mesure où ils resteront fort longtemps dans les YPG-YPJ, mieux formés militairement et politiquement. Il s'agit de militants armés, qui ne combattent que pour leurs idées et ne touchent, en conséquence, aucun salaire. C'est dans ce groupe que se recrutent la plupart, mais pas toujours, des commandants YPG-YPJ ou des spécialistes. La raison n'en est pas une volonté de « discrimination » à l'égard des autres, mais le fait que ceux-ci sont généralement les seuls à demeurer des années durant dans les YPG-YPJ et à y acquérir l'expérience nécessaire à l'exécution de certaines tâches.

D'autres rejoignent les YPG-YPJ par conviction, mais sans souhaiter se « couper » de la société dans laquelle ils vivent, ce qu'induit un engagement à long terme. Ceux qui, par exemple, ont une famille ou désirent se marier sous la pression de leur milieu, peuvent rejoindre les YPG-YPJ « sous contrat ». Ils y reçoivent un salaire mensuel, sont libres de partir quand ils le souhaitent et peuvent régulièrement partir en vacances. Le niveau de formation de ce groupe varie grandement en fonction de l'expérience.

Il existe enfin une troisième catégorie, ou plutôt une sous-catégorie de la précédente. Il s'agit de ceux qui rejoignent les QSD pour diverses raisons, mais généralement assez éloignées des considérations purement « idéologiques ». Il peut s'agir, notamment, du salaire relativement confortable que les QSD offrent à leurs recrues. Ceux-ci ne restent généralement qu'un temps limité dans les QSD et, par conséquent, ne passent que par un entraînement militaire de base, la formation politique y étant réduite à son strict minimum. On peut rattacher à ce groupe les conscrits, qui ne passent qu'un temps réduit (une année) dans les rangs de « l'armée » et sont généralement en charge de tâches les moins exposées (garde de bâtiments officiels, check-points, etc.). Les conscrits sont d'ailleurs rattachés à un corps distinct, les HXP. Ce dernier est exclusivement masculin.

En ce qui concerne les femmes combattantes, c'est dans le premier groupe qu'elles sont les plus nombreuses. (…) Pour ce qui est du dernier groupe, les femmes en sont généralement exclues, *faute de candidates*. Les femmes arabes rejoignent assez peu les rangs des YPJ. A la pression socaile liée à leur sexe s'ajoute une barrière « nationale », les YPJ étant vues par beaucoup d'Arabes comme la milice « des Kurdes ». Les femmes arabes qui rejoignent les QSD sont regroupées dans des unités YPJ. Il n'existe pas, à ma connaissance, d'unité QSD arabe exclusivement féminine en dehors des YPJ. Les groupes de l'ASL passés dans les QSD ne disposent généralement pas d'unités féminines.

On retrouve aussi nombre de femmes, ayant un foyer et des enfants, dans les structures militaires « locales », comme les *asayis* ou les HPC. Le fait qu'une femme puisse y porter les armes tout en restant proche de son « foyer » les rendent plus accessibles. Les *asayis* disposent d'une branche féminine, les asayisa *jin*. Mais, là encore, celle-ci est loin de recruter autant que chez les hommes, surtout dans les zones majoritairement arabes.

Depuis 2012, une politique volontariste est mise en œuvre. La nouvelle administration impose un quota de 40% de femmes à toutes les institutions et assemblées.

Dans chaque administration s'applique la règle de la « co-présidence » : un président homme et une présidente femme ayant compétences égales et ne pouvant prendre de décisions qu'à deux. C'est ainsi que le « président » du PYD ne peut faire une déclaration, qu'après avoir consulté la « présidente » du même parti. De même, une assemblée dans une commune ne peut se tenir que si les deux co-présidents sont réunis.

Les « maisons de femmes » (*malen jin*), qui existent dans chaque commune, ont notamment pour tâche de « concilier » les cas d'atteinte aux droits des femmes. Elles ont un rôle de médiation dans les conflits (violences conjugales, polygamie, etc.) et sont une étape avant le tribunal. Evidemment, en tant qu'émanation du « mouvement », de l'autorité publique, elles ont un impact psychologique positif. Celles qui demandent la médiation des « maisons des femmes » sont encouragées, car elles savent que « l'autorité » est de leur côté. Les jugements rendus par les cours de justice, favorables aux femmes lésées, sont un élément de pression important dans l'évolution des mentalités.

De même que les anarchistes projettent leurs fantasmes « anti-autoritaires » sur l'administration autonome, les féministes européen.e.s font du Rojava l'objet de leurs théories. Le lien avec la réalité du terrain est souvent fort ténu, voire tout à fait inexistant.

Ni les YPJ, ni le PKK ne se définissent comme « féministes ». Cette position ne résulte pas d'une méconnaissance des mouvements féministes occidentaux, au sujet desquels les - militantes kurdes sont généralement très au fait, mais d'un rejet conscient. Récuser le terme de féminisme peut s'expliquer pour deux raisons. D'abord, une volonté du mouvement kurde, et d'Abdullah Ocalan en particulier, de créer une théorie originale et d'innover en la matière. Ensuite, le « féminisme » est, dans le discours du mouvement des femmes kurdes, associé au féminisme occidental, aux mouvements de femmes en Europe. Rien d'étonnant, dès lors, à leur volonté de s'en différencier.

Le mot n'apparaît jamais dans les publications internes à ce mouvement, et notamment dans les publications des YPG-YPJ. On lui préfère d'autres termes et concepts, comme celui de *jineoloji*. La *jineoloji* est une science théorisée par A. Ocalan qui assume et revendique sa fonction sociale et politique, à savoir faire évoluer la place des femmes dans la société. (…) Elle se démarque notamment des « études de genre » occidentales en cela qu'elle revendique sa fonction idéologique, au sens marxiste du terme. La jineoloji considère en effet que la science, les connaissances sont accaparées par les groupes sociaux dominants, pour asseoir leur domination. Idée marxiste en diable…

La séparation stricte des hommes et des femmes répond, notamment, aux « appréhensions » de la société kurde envers un groupe armé mixte. L'interdiction des relations sexuelles entre membres, en plus de protéger les combattantes femmes d'éventuels harcèlements, a ainsi pour but d'apaiser les familles des combattantes aspirantes, de donner une image rassurante de l'organisation. Les organisations de gauche, communistes en particulier, sont décriées comme des sanctuaires de débauche et d'immoralité par leurs adversaires, islamistes ou tout simplement traditionnalistes. (…) Si le PKK a imposé ce modèle, repris ensuite par les YPG, c'était donc avant tout pour répondre à des problématiques propres au contexte kurde, et largement inexistantes en Europe.

2
La rumeur de Siluk

Le biais médiatique

L'Internationale djihadiste

Toutes les parties du conflit syrien ont, à un moment ou à un autre, fait appel à des étrangers. Mercenaires russes pour le régime syrien, internationalistes pour les YPG, paumés en tout genre et djihadistes séduits par la renaissance spectaculaire du « califat » pour Daech. De tous les acteurs de cette guerre, c'est sans conteste ce dernier qui attira sur place le plus grand nombre de combattants internationaux. Il ne s'agissait pas de quelques centaines d'individus cantonnés à des tâches secondaires, mais de plusieurs dizaines de milliers structurellement indispensables au bon fonctionnement de l'organisation.

Dans la ville de Seddadi, prise en 2016 par les QSD, un quartier entier était destiné à loger les combattants étrangers et leurs familles. (…) Il s'agissait en fait d'une zone résidentielle réservée aux cadres du régime syrien. Les immeubles, bâtis sur plusieurs étages, et l'aménagement urbain étaient incomparablement plus agréables, plus riches que le reste de la ville. (…) Tel bloc d'immeubles était habité par des « Russes », mais à y regarder de plus près leurs cahiers, livres religieux, graffitis, on s'apercevait qu'il s'y trouvait aussi bien des Kazakh, Tadjiks, Azéris, que des Russes. L'un des quartiers était habité par des Français. La communauté française y disposait d'une école.

Politiquement, la question des départs vers l'Etat islamique est ouverte. Car il y a eu un phénomène massif, non seulement en France, mais dans toute l'Europe. Je ne me risquerai pas ici à une conclusion hâtive ou à quelque schématisme, mais les causes sociologiques et, surtout, politiques, doivent être établies. Les facteurs sociologiques ont leurs limites, puisque la plupart des djihadistes étaient, d'une certaine manière, des « convertis ». Les familles musulmanes des djihadistes n'étaient que rarement fanatiques, condamnaient souvent les actes de Daech. (…) « L'islamité de Daech » n'explique en rien les départs. La propagande islamiste comportée et financée par des Etats amis de la France, aurait « préparé le terrain » ? Certes ; mais ce terrain était déjà bien préparé par des décennies de politiques consécutives à la crise économique. Les marges du capitalisme français, les banlieues en déshérence, l'absence de perspectives, tout motive, *a minima*, une envie de « foutre le feu ».

C'est un fait que, spontanément, des jeunes prêts à en finir se sont tournés vers Daech qui leur tendait les bras. Et que, sans doute, une partie d'entre eux seraient allés ailleurs s'ils en avaient eu l'occasion. Et c'est aux révolutionnaires de gauche, aux anticapitalistes conséquents de chercher pourquoi ceux qui représentent un potentiel déstabilisateur pour le système qu'ils combattent ne se tournent pas vers eux.

Raqqa

La bataille de Raqqa était un symbole. Il ne s'agissait pas de la « dernière bataille ». (…) mais cette ville restait, malgré elle, le symbole que Daech avait voulu en faire. Tous ceux qui avaient souffert des mains de Daech, et ils étaient nombreux, se faisaient un devoir d'y prendre part, même symboliquement. Le gros des troupes était constitué par des unités arabes locales QSD, assistées par les YPG-YPJ. A leurs côtés, combattaient aussi des unités arabes distinctes.

L'Armée des Révolutionnaires, groupe armée de plusieurs milliers de combattants, occupait la première place. L'armée des Révolutionnaires était issue de la fusion de plusieurs groupes révolutionnaires syriens coopérant déjà avec les YPG-YPJ. Ce groupe faisait partie, quelques mois après sa fondation, des forces fondatrices des QSD tout en continuant de se revendiquer de l'ASL. L'Armée des Révolutionnaires pouvait se targuer, aux côtés d'autres groupes progressistes du Front du Sud, d'être l'héritière et la continuatrice légitime des aspirations de la révolution syrienne de 2011.

Le MFS, Conseil militaire syriaque, lié au parti de l'Union syriaque, participait lui aussi à la bataille. Les persécutions dont les chrétiens faisaient l'objet sous Daech rendaient cette participation indispensable. (…) Les milices yézidies participèrent elles aussi à la bataille. Les YB-YJ avaient été formées au lendemain de l'ouverture du corridor de Sengal.

Daech avait recruté bon nombre de *snipers* expérimentés originaires de Tchétchénie, et qui avaient fait des ravages à Kobanê. (…) le combat urbain présente (…) un certain nombre de spécificités qu'il est impossible ici de passer toutes en revue. Si l'on ne s'approche jamais plus guère de quelques centaines de mètres en terrain découvert, l'on peut subitement se retrouver nez à nez avec celui-ci en milieu urbain. La densité du terrain, la multiplicité des dangers, les innombrables caches potentielles de l'ennemi en font un combat complexe tactiquement. L'avantage tactique majeur des QSD résidait dans les frappes aériennes de la coalition. Celles-ci étaient très efficaces dans les villages, vides la plupart du temps, ou en rase campagne. Mais il était plus aisé à Daech de se cacher, de progresser sans être vu des drones en milieu urbain.

Dans le cas de Raqqa, la situation était d'autant plus problématique que Daech avait eu des années pour se préparer à cette bataille symbolique. Et qu'ils n'avaient, pendant cinq ans, pas lésiné sur les moyens de défense. Les frappes aériennes offraient une supériorité tactique colossale aux QSD. Daech avait donc, en prévision, creusé un réseau de tunnels sous la ville. J'ignore à quel point ce réseau était dense, mais les entrées ou sorties de tunnels se rencontraient fréquemment. Ceux qu'il m'a été donné de voir étaient creusés à une bonne dizaine de mètres de profondeur et étaient renforcés. Lee entrées étaient toujours creusées dans des bâtiments afin de ne pas être vues par les drones de la coalition. Daech creusait également dans les murs et établissait, au fil de la progression des QSD dans la ville, des tunnels à travers les bâtiments. Une autre ruse de Daech consistait à creuser des meurtrières ou des trous d'observation dans le plus grand nombre d'habitations possible pour « semer les pistes ». Impossible de savoir d'où venait un tir.

Si l'un de ses combattants tirait sur une colonne de QSD, il pouvait raisonnablement attendre une frappe aérienne sur sa position dans l'heure. Il avait donc tout loisir de la

quitter, se réfugier à travers murs dans un bâtiment voisin, reprendre sa position (ou une autre) une fois la frappe aérienne passée. A Raqqa, Daech pouvait espérer une résistance longue, causer un maximum de victimes dans les rangs des QSDD, mais ne pouvait en aucun cas espérer la victoire. (…) Aucun renfort ne viendrait, une fois la ville encerclée, de la région de Deir-ez-Zor.

Que la coalition ait fait preuve d'empressement au mépris total de la vie des civils va aujourd'hui de soi. (…) Rien ou presque n'a été donné pour permettre aux autorités civiles d'organiser convenablement l'accueil des réfugiés.

Kobanê avait elle aussi été détruite, et, trois ans plus tard, la vie était revenue à la normale. Un an après sa libération, on pourrait difficilement en dire autant de Raqqa. Raqqa est beaucoup plus grande et sa reconstruction demande des moyens plus importants. (…) L'arrivée des QSD est (…) assimilée, par certains habitants, à la destruction de la ville. De même, l'absence d'un déminage d'envergure, d'une sécurisation suffisante de la ville au lendemain de la libération a suscité des haines. (…) On ne peut pas vraiment parler d'une nostalgie de Daech chez les habitants de Raqqa. Mais il existe incontestablement une nostalgie de ce qu'était Raqqa avant la destruction. Du temps où il y avait encore une ville, même sous la coupe de Daech.

Afrin

Afrin, à la différence des autres régions kurdes « périphériques », se trouve dans le Syrie dite « utile ». Plus peuplée, plus riche, plus progressiste. (…) Politiquement, aussi. (…) Même la langue parlée à Afrin est à part. Il s'agit du kurmanci, certes, mais sensiblement différent de celui parlé à Kobanê, ou Kamislo.

Le canton d'Afrin n'est plus. Certes, la ville d'Afrin existe toujours, relativement épargnée grâce au retrait tactique des YPG. Mais l'administration autonome, les organisations de femmes kurdes ou arabes, l'enseignement libre dans la langue de chacun… Tout ce qui avait été le fruit de six années d'efforts est tombé sous les coups de boutoir de l'occupant. L'invasion turque du canton d'Afrin se voulait le point de départ de l'éradication des YPG et de l'administration autonome kurde dans le nord de la Syrie. C'était aussi le point d'aboutissement d'une politique d'invasion agressive commencée quelques années plus tôt.

Les internationalistes étaient divisés. La scène, déjà vécue en 2016, se répétait. Quelques volontaires de notre unité prirent la décision de partir. Certains hésitèrent, d'autres refusèrent tout net. Trop dangereux, trop lourd de conséquences… Il est vrai que se battre contre une armée de l'OTAN posait un problème juridique à beaucoup, qui craignaient des poursuites à leur retour.

Il était certes possible de livrer combat à l'armée turque dans la ville. Il est certain que le nombre de soldats turcs tués aurait été important. Mais ensuite ? Les YPG se seraient retrouvés dépourvus. Si les YPG qui avaient survécu avaient été massacrés à Afrin, le reste du

Rojava serait resté sans défense. Les unités d'élite et de combat, particulièrement, auraient été décimées. (…) Livrer bataille dans la ville d'Afrin aurait, en réalité, équivalu à tomber dans le piège tendu par l'armée turque.

Nous savions tous que le revirement des pays occidentaux aurait lieu. Nous savions que, une fois Daech terrassé, les pays occidentaux « découvriraient » des liens entre YPG et PKK pour se désolidariser d'un allié devenu aussi superflu que gênant. Mais nous ne nous doutions pas que ce revirement aurait lieu avant même que Daech fût vaincu.

En Turquie même, l'un des objectifs de l'opération semblait réussi. L'invasion ravivait la flamme nationaliste et les forces politiques de tous bords, à quelques exceptions, saluaient la « victoire » des troupes turques contre le « PKK terroriste ». (…) La gauche kémaliste, sur laquelle certains se plaisaient tant à s'illusionner, apporta un soutien inconditionnel à l'invasion.

Le PDK-S et l'ENKS eurent à l'occasion le comportement que l'on pouvait légitimement attendre d'eux. Aucun soutien, il va sans dire, à la résistance des YPG à Afrin.

Les nombreuses exactions des milices à la solde de la Turquie sont parfaitement documentées, notamment par Amnesty International, ONG peu suspecte de sympathie envers les YPG. Des enlèvements de civils contre rançons, des disparitions, de femmes notamment, des viols sont régulièrement rapportés de la région d'Afrin.

Les exactions visant les Kurdes ont eu pour effet de « rejeter » ceux-ci dans les bras de la guérilla, mais, encore plus, de les pousser à émigrer massivement vers les régions encore contrôlées par les YPG. Sur les 300 000 réfugiés ayant fui l'avancée de l'armée turque, en mars 2018, 160 000 s'entassaient dans le canton de Sehba.

3

Qui étaient les internationalistes ?

L'évolution même du conflit attira des profils différents. « Les volontaires » de début 2015 recouvrent une tout autre réalité que « les volontaires » en 2018. (…) Les premiers volontaires internationalistes étaient des personnes liées depuis longtemps au mouvement kurde. Il ne s'agissait que de quelques individus plus ou moins isolés.

La bataille de Kobanê a donné à la résistance des YPG-YPJ un retentissement mondial. L'image des combattantes YPJ contre Daech a fait le tour du monde. Le coup de projecteur sur les YPG et leur projet politique commença à intriguer par-delà les cercles d'initiés. (…) C'est surtout à partir de 2015 que les volontaires commencèrent à affluer vers le Rojava.

L'ouverture d'une page Facebook, fin 2014, destinée à recruter des volontaires fit beaucoup parler la presse. (…) Peu attrayante, voire franchement repoussante pour des militants, les « Lions du Rojava » attirèrent initialement plutôt, mais pas seulement, d'anciens militaires ou des combattants pour qui la défense de la révolution n'était pas la motivation

première. L'arrivée de volontaires aux idéaux très éloignés de ceux des YPG provoqua à plusieurs reprises des heurts. De la part des YPG, qui ne s'attendaient pas à ce que des réactionnaires ou des nationalistes aient l'impudence de venir jusque-là.

La part des militants politiques s'accrut avec le temps, même s'ils restèrent, jusqu'à récemment, plutôt minoritaires, la plupart étant des « humanistes » aux convictions floues. (…) Les YPG ont toutefois, tout en excluant les militants d'extrême-droite ou les « croisés », toujours refusé de se cantonner aux seuls militants politiques de gauche. Accepter des volontaires « non-politisés » pour les ouvrir aux idéaux des YPG était une politique assumée.

La première unité internationaliste à avoir été créée était l'IFB. Fondée à l'initiative de plusieurs organisations communistes turques à l'été 2015, elle accueillait en son sein des volontaires internationalistes non turcs dont la part était variable, selon les périodes. Elle était élevée durant la bataille de Raqqa, mais faible avant 2017. (…) Elle fut dissoute courant 2018, peu avant l'invasion turque du canton d'Afrin.

Le « 223 », ensuite, était une unité composée essentiellement d'anciens militaires. Créée à l'initiative d'un ancien Marine, elle jouissait d'une réputation de sérieux chez les combattants kurdes. Liée à la personne de son fondateur, l'unité fut dissoute suite au départ de ce dernier, en août 2016.

Le Tabur international des YPG fut créé en novembre 2016 à l'initiative d'un internationaliste italien, Karim Franceschi. (…) L'unité était composée exclusivement d'internationaux, (…) motivée tant par le rejet du « 223 » (…) que de l'IFB, trop porté sur les questions d'idéologie au mépris parfois des questions militaires. (…) Ce *tabur* prit part à toutes les opérations militaires, jusqu'à sa disparition fin 2018.

La TMU (…) unité médicale fondée au printemps 2016 (…) était à la fois une unité de secouristes de combat, en période d'opération, et de formateurs en périodes de « calme ». (…) Ses membres formèrent de nombreux secouristes sur place et participèrent à la plupart des opérations. L'unité fut dissoute pendant la bataille de Raqqa.

Une autre unité internationale exista un temps, jusqu'à l'opération d'Afrin. Connue sous le nom de « Tabur du martyr Gabar » (…), très éclectique, tant militairement que politiquement, cette unité participa peu à des opérations militaires.

Les autres unités, eussent-elles disposé de comptes Facebook ou de pages sur Wikipedia, n'ont soit jamais existé ailleurs que sur Internet (TQILA, Brigade Henri Karscuki, Bob Crow Brigade, Brigade Michael Israël… et bien d'autres !) soit n'ont jamais bénéficié d'aucune reconnaissance comme unités constituées par les YPG.

On estime que 35 000 internationalistes ont combattu en Espagne, quand plus de 1000 volontaires sont passés dans les rangs des YPG. (…) Pour les internationalistes des YPG, à l'exception notable des volontaires turcs, s'engager n'équivalait pas à brûler les ponts derrière soi. (…) rentrer « chez soi » à court ou moyen terme restait l'objectif de la majorité des volontaires. (…) Le *turn over* état important et il ne s'est jamais trouvé plus de cent-cinquante volontaires simultanément dans les YPG. (…) Ni les YPG, ni l'armée républicaine ne

cherchèrent à traiter différemment leurs internationalistes : ni à les « protéger », ni à les surexposer.

Tel combattant kurde apprenait que j'étais français et s'en réjouissait, me complimentant pour les frappes de la coalition. Il arrivait quelque fois que des Américains de gauche, anti-impérialistes, se froissent quand un combattant kurde, pensant leur faire plaisir, leur chante les louanges de Donald Trump qui « aidait les Kurdes ».

Les Kurdes ou les Arabes les plus politisés appréciaient les volontaires aux convictions saines et fortes. Mais ils pouvaient estimer dans le même temps tel autre, clamant son « apolitisme », pour ses qualités humaines ou ses compétences au combat.

Les anciens militaires représentaient une part considérable des volontaires. Leurs motivations variaient. Il existait, il est vrai des volontaires aux convictions droitières, qui se recrutaient souvent (mais pas toujours) chez les anciens militaires. Cette catégorie n'était pas homogène ni idéologiquement, ni socialement. (…) Les YPG sont à des années lumières d'une armée occidentale d'Etat. Le rapport à l'autorité, les motivations politiques assumées et revendiquées, l'absence de grades, une organisation parfois chaotique… tout cela était insupportable aux anciens militaires occidentaux qui se revendiquaient, eux, comme « professionnels ». Croire que les anciens militaires étaient, du fait de leur expérience passée, plus disciplinés, tiendrait du préjugé. On a vu bon nombre de fois des anciens militaires ne pas savoir s'adapter à leur nouveau cadre, et « craquer ».

Pas question toutefois d'idéaliser les volontaires « politisés », ni d'en faire une espèce supérieure, car nombre de fauteurs de troubles se recrutèrent parmi eux.

Deux femmes internationalistes ont, jusqu'à présent, payé de leur vie leur engagement. La première était une volontaire allemande, Ivana Hoffmann. Née d'un père togolais et d'une mère allemande, Ivana Hoffmann était partie combattre au Rojava assez tôt, en 2015, bien avant le « flot » de volontaires internationaux. Membre du parti communiste turc, Ivana Hossmann fit envoyée peu après son arrivée sur le front et tomba, le 7 mars 2015, dans le village chrétien de Tel Nasri. (…) Son portrait orne une rue de Qamislo et un quartier de Tel Temir a été baptisé en son honneur. La seconde femme internationaliste a avoir été tuée était Helin Qerecox, Anna Campbell de son vrai nom. Britannique déjà engagée politiquement avant son départ, elle avait rejoint les YPJ en mai 2017. Rencontrée près du front de Hajin fin 2017, elle enrageait de ne pouvoir participer aux derniers combats, pensait-on alors, contre Daech, auxquels les YPJ ne participait que fort peu (les QSD assuraient le gros des troupes). Elle se rendit, avec d'autres femmes combattantes, à Afrin pour y combattre l'armée d'invasion turque et leurs supplétifs djihadistes. Elle devait y tomber en martyre le 15 mars 2018, dans une frappe aérienne. Son corps, de même que la plupart de ceux qui ont été tués par l'armée turque, n'a pas pu être récupéré. Les diverses tentatives des familles d'intercéder auprès des autorités turques pour recouvrer les dépouilles se sont heurtées à un mur.

Militairement, il serait vain de prétendre que les volontaires internationaux aient fait une différence significative, eu égard à leur faiblesse numérique. Mais il serait tout aussi faux d'affirmer qu'ils auraient été un fardeau superflu pour les YPG. Par leur simple présence, les

volontaires internationalistes prouvaient que le combat des YPG-YPJ ne se limitait pas à un conflit local mais s'inscrivait au contraire dans une perspective politique globale.

La conjuration des egos

Pour quelques-uns, cela avait été la motivation principale : accéder aux médias, faire valoir son passé de volontaire pour s'auto-promouvoir. Ils n'étaient, certes, pas nombreux, mais leur soif démesurée de reconnaissance les a amenés à se mettre en avant plus que de raison.

X était un volontaire sans histoire. Originaire de Pologne, il était l'un des rares à être venu de ce pays chrétien. (…) Il fallut attendre quelques mois avant que l'affaire éclate. Un autre volontaire connaissant le polonais tomba, par hasard, sur les entretiens que X se plaisait à donner aux médias de ce pays. (…) Nous apprîmes à cette occasion que X s'était taillé une belle notoriété dans son pays d'origine. (…) X affirmait n'être rien de moins que le commandant d'une unité de forces spéciales internationales. (…) Comme si le délire n'avait pas été poussé suffisamment loin, X avait créé, sur Facebook, la page publique de son unité baptisée du nom de l'opération de libération de Raqqa, « Colère de l'Euphrate ». (…) L'extrême droite catholique polonaise, si puissante, s'enthousiasmait dans des comparaisons absurdes avec la Pologne « rempart de la chrétienté » …

Y était de gauche, et le faisait savoir. Journaliste engagé, ses motivations étaient au premier abord claires : il était venu pour participer à une révolution, défendre un projet politique égalitaire contre Daech et les Etats réactionnaires de la région. (…) Ses motivations étaient transparentes, ce qui avait le don d'agacer ses camarades d'unité dont j'étais. Sa propension à rechercher les caméras à n'importe quel prix, tranchait avec la relative discrétion qu'observaient la plupart des volontaires sur place. S'autoproclamant « responsable média » de son unité, Y provoquait l'hilarité à intervalles réguliers par ses propositions loufoques. Tantôt, il exhibait une photo de son biceps, orné d'un tatouage des armoiries de Londres, en solidarité avec les victimes des attentats. (…) ne ratant aucune occasion de filmer quoi que ce fût, parfois au péril de sa vie et au mépris de ses obligations militaires, nous savions que Y récoltait de la « matière première » pour un reportage à venir.

Nous découvrîmes par hasard (…) sur Facebook (…) cette vidéo de fort mauvais facture (…) Y concluait en agitant un cigare, « symbole de Cuba révolutionnaire », qu'il promettait de fumer à Raqqa une fois Daech parti, avant de s'éloigner, regard au loin et kalachnikov sur l'épaule, le soleil syrien en arrière-plan. Cette vidéo lui valut l'exclusion de son unité, suite à quoi il quitta la Syrie précipitamment.

Des croisés dans les YPG ?

Y a-t-il eu, parmi les combattants volontaires engagés dans les YPG, des militants d'extrême-droite ? Oui, il y en a eu. Très peu à la vérité. (…) On ne soulignera jamais assez que la présence de quelques militants d'extrême-droite (une poignée) dans les rangs des YPG a été le fruit d'une certaine négligence et d'un concours de circonstances, en aucun cas une

politique volontaire. Les militants racistes, sexistes ou ultra-nationalistes d'où qu'ils viennent, n'ont pas droit de cité dans le nord de la Syrie ?

De même qu'un Européen ne connaissant rien au Moyen-Orient se rait bien en peine, s'il avait un Kurde en face de lui, d'établir s'il s'agit d'un alevi, d'un Kurmanc, d'un socialiste et de caractériser son niveau de tolérance, d'engagement ou de fanatisme, il était impossible à certains de nos camarades kurdes, ne connaissant pas ou mal l'anglais et parfois peu familiers du contexte politique européen, de comprendre toujours à qui ils avaient affaire.

Caractéristique de ces premiers volontaires « croisés », souvent américains : Jordan Matson. Cet ancien volontaire a (…) acquis une certaine notoriété dans son pays, à force d'interviews. (…) Une vidéo publiée depuis le montre expliquer en kurmanci, dans une analyse à la hauteur de ses facultés, que B. Obama n'aidait pas les Kurdes parce qu'il était lâche, alors que G. Bush, lui, aimait la guerre et livrerait des armes aux YPG s'il était encore là.

Il faut avouer qu'il y avait quelque chose de troublant. Nous étions habitués à combatte l'extrême-droite sur le terraindes idées et dans la rue. Mais, à les voir de plus près, certains étaient effectivement « gentils ». Tel « Suédois démocrate » pestait contre les Juifs et me montrait, plein de fierté, une photo de son oncle servant dans la division Waffen-SS « Viking ». Mais il se montrait dans le même temps plein de prévenance envers ses camarades, prêt à prendre sur lui si tel autre se sentait malade.

Oui, il y a bien eu des volontaires qui se sont mépris sur les idéaux des YPG et qui ont fait fausse route. Combien, Pour ce qui est militants d'extrême-droite, pas plus d »'une quinzaine. Pour ce qui est des croisés et des partisans de la « droite dure », quelques dizaines au plus.

Surveillance et répressions

Pour les citoyens américains, (…) rien d'illégal à partir en Syrie, pourvu que l'on y a ait combattu « un acteur non étatique », non allié des Etats-Unis, en l'occurrence Daech. (…) Les choses se compliquèrent avec l'invasion du canton d'Afrin car il s'agissait de combattre un allié proche des Etats-Unis et un pays membre de l'OTAN, la Turquie. Pour le moment, aucun volontaire américain ne s'est retrouvé devant un tribunal.

Le Canada, en tant qu'Etat, s'est distingué par son soutien à ses volontaires internationalistes. Engagé dans la coalition internationale contre Daech, le Canada est allé jusqu'à décréter une journée deuil national quand Gabar Rojava (John Gallagher de son vrai nom) est tombé en martyr, à l'automne 2015, s'attirant au passage l'ire de l'Etat turc. Les volontaires, y compris les militants de gauche, n'y ont jamais été inquiétés à leur retour, même s'il est difficile de ne pas suspecter qu'une surveillance informelle existe.

En Europe, la Suède et l'Italie ont été parmi les Etats les plus tolérants. (…) Des volontaires suédois faisaient régulièrement des allers-retours en passant directement par Stockholm, sans que les douanes ou le renseignement suédois semblent s'en être inquiétés.

Parmi les Etats européens les plus répressifs, con compte l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Espagne, et plus récemment le Danemark. L'Allemagne occupe incontestablement la première place. Alliée proche de la Turquie, à laquelle son économie est liée, l'Allemagne est, en Europe, allée le plus loin dans la soumission aux intérêts de R. T. Erdogan. Si aucune peine de prison n'y a été prononcée contre un ancien volontaire, des poursuites et un procès ont eu lieu. La surveillance y est de mise et tout déplacement, même au Kurdistan irakien, y apparaît comme suspect et amène à un interrogatoire de la part de la police fédérale.

Le Royaume Uni montre lui aussi fort peu de sympathie pour ceux qui ont, il est toujours utile de le rappeler, combattu du même côté que des soldats britanniques. Les volontaires de retour s »'y sont systématiquement vus interrogés, leurs téléphones saisis et leurs affaires personnelles passées au peigne fin.

En France, le traitement réservé par les autorités dépend avant tout des motivations et du degré de « coopération » des volontaires. Beaucoup ont été interrogés à leur retour, mais pas tous. Dans quelques cas, hélas de plus en plus fréquents, des volontaires se sont vu retirer leurs passeports pour les empêcher de « récidiver ». le retrait de passeport peut se faire sans passer par un juge, « grâce » aux prérogatives administratives adoptées dans la foulée des attentats de Paris.

Le renseignement français, en ce qui concerne les volontaires internationalistes, n'envoyait ni infiltrés, ni professionnels sur place, à ma connaissance, mais se contentait d'utiliser les volontaires comme source d'informations. (…) Convoqué avant son départ, le volontaire se voyait d'abord déconseillé de partir en Syrie. Le volontaire était ensuite longuement complimenté pour son courage, et l'agent du renseignement rappelait que l'Etat français soutenait les YPG dans le cadre de la coalition internationale contre Daech. (…) S'il s'agissait d'une zone extrêmement dangereuse, il serait bon de « tenir au courant » son interlocuteur régulièrement. (…) Quand le volontaire arrivait sur place et « donnait des nouvelles », les questions se faisaient plus précises. Où se trouvait-il ? Pouvait-il envoyer les coordonnées GPS de tel lieu ? Y avait-il d'autres Français avec lui ? Quelles étaient leurs motivations et leurs profils ?

Parfois, un volontaire pouvait aussi escompter faire un « deal » avec le renseignement. Par exemple, un volontaire ayant trouvé une carte d'identité française appartenant à un combattant de Daech, l'avait transmise après avoir été contacté. En échange, le volontaire demandait à ne pas être inquiété ni fiché « S » à son retour, ce qui, semble-t-il, lui fut accordé. Il lui suffisait d'informer qui de droit de son retour quarante-huit heures à l'avance pour passer sans problème à l'aéroport.

On ne saurait écrire sur les répressions dont les internationalistes firent l'objet en passant sur les volontaires turcs. Ceux-ci sont rarement considérés comme des volontaires « internationaux », mais plus comme des « locaux », ce qui en dit long sur la prégnance de l'orientalisme. Les internationalistes turcs étaient pourtant, et de loin, les plus nombreux. Mieux organisés et ayant, par leur histoire commune, partie liée au mouvement de libération kurde, ils firent l'objet de répressions sans commun e mesure avec celles subies en Europe. (…) Deux internationalistes ayant tenté de repasser la frontière turque à l'été 2016, pour

rentrer chez eux, ont été arrêtés, battus et violés avant d'être jetés en prison pour « terrorisme ». Les viols, utilisés comme outil d'humiliation, sont monnaie courante dans les prisons turques, de même que les traitements dégradants et les violences physiques.

Beaucoup de volontaires internationalistes de retour s'attendaient à être reçus, sinon en « héros », du moins avec une certaine forme de reconnaissance, y compris officielle. Ils essuyèrent en réalité diverses formes de répressions, plus ou moins sévères selon leurs pays d'origine. (…) C'était, pour beaucoup d'entre eux, l'occasion de réaliser que les actions politiques ne sont pas réprimées en fonction de leur « justesse », ni de la noblesse de leur cause. C'était aussi se voir rappeler à quel point le conflit contre Daech était « politique » ; l'alliance des pays occidentaux avec les YPG, circonstancielle. Ni l'idéologie des YPG, ni leur projet politique pour le Moyen-Orient ne sont pour rassurer les pays occidentaux.

La fureur dont fait preuve l'Etat turc ne doit pas nous tromper. Il ne s'agit pas des excès d'un Etat « fasciste » qui serait foncièrement, intrinsèquement différent des Etats européens « démocratiques », mais d'un Etat, égal aux autres, écrasant un mouvement perçu comme une menace. Nos Etats européens et l'Etat turc, malgré leurs différences structurelles indéniables, sont de même nature et la « clémence » des répressions dont les révolutionnaires font l'objet ici n'est motivée que par leur propre faiblesse.

Portraits de martyrs

Sehid, le « martyr »… C'est l'un des premiers mots que l'on apprend, avant même d'arriver sur place. (…) Les martyrs étaient ceux qui se sacrifiaient pour leur foi. Le terme s'est en partie laïcisé avec l'émergence des mouvements socialistes et laïques au 20è siècle. On ne meurt plus pour Dieu, mais pour sa communauté, pour un projet politique émancipateur.

Si un soldat meurt au combat, il devient un martyr. S'il est tué dans un accident de la route dans le cadre de son activité, il est également martyr. S'il se suicide, son martyre fera l'objet d'une discussion pour établir s'il peut être considéré comme tel, si son suicide est lié à son combat. Les rares suicidés qu'il m'a été donné de connaître sont considérés comme tels.

Les « martyrs » des YPG-YPJ sont omniprésents et font l'objet d'un culte. Le régime syrine honore lui aussi ses martyrs, dont les portraits apparaissent devant le drapeau baasiste. Daech, comme d'autres groupes en Syrie, conserve au concept du « martyre » sa teneur originelle, mais interdit strictement tout « culte » à leur égard, puisque seul Dieu serait digne d'adoration. Une simple photo de « martyr » peut être considérée comme telle.

L'absence de conflit violent en Europe depuis des décennies rend toute comparaison caduque. Dans les cas où des militants meurent dans le cadre de leur combat politique, des commémorations sont organisées, comme dans le cas de Rémi Fraisse ou Clément Méric. Qui songerait sérieusement à accuser ceux ayant rendu hommage à ces derniers d'inciter mes jeunes à aller se faire tuer ?

Gabar Légionnaire (Frédéric-Henri Demonchaux)
Kendal Breizh (Olivier le Clainche)

Sahid Qerecox (Farid Medjahed)

« Kendal n'avait pas vraiment le profil d'un combattant. On aurait plutôt dit un prof d'histoire », m'a-t-on un jour dit. Cela est entièrement vrai. Ce qui se voulait une remarque ironique et désobligeante touchait en fait à l'essence même des QSD. Les QSD sont une armée du peuple, composée d'individus que rien ne destinait à exercer le métier des armes.

4

Orwell en Syrie

L'*Hommage à la Catalogne* était sans doute l'un des livres les plus lus, les plus appréciés parmi les volontaires internationalistes de gauche. Rien d'étonnant à cela car la description qu'Orwell faisait des conditions de vie au front, des internationalistes de 1937, ses déceptions ou ses attentes faisaient curieusement écho à notre quotidien.

Tout volontaire internationaliste débarqué au Rojava apprenait lui aussi à « aimer les Kurdes », puis à s'agacer de « certains traits de leur caractère ». On aime rapidement la « camaraderie » kurde, la fraternité des échanges ; on s'exaspère de la désorganisation, de la lenteur bureaucratique tout aussi « kurdes ». Les volontaires internationalistes arrivés au Rojava apprennent eux aussi, comme les « brigadistes » du siècle dernier, à appliquer leurs schémas simplistes pour interpréter une réalité dont ils ignorent à peu près tout.

La « désorganisation » tiendrait au « caractère » des peuples du Moyen-Orient, ce magma dont les Kurdes ne sont qu'une composante plus ou moins distincte. Et, comme en Espagne, ce « trait de caractère » est parfois loué, en opposition à « notre » obsession « européenne » de la ponctualité.

Nous avions, au quotidien, diverses préoccupations. La première de toutes : se chauffer. (…) En Europe, et partout en Syrie où ce n'est pas le front, l'omniprésence du chauffage nous fait oublier ce qu'est le froid. (…) Il fallait partir en « expédition » sur le front, pour tenter de trouver une quantité raisonnable d bois. Ici, les poutres d'une maison rasée par les combats. Là, les reste de meubles dans une demeure éventrée. Le commandant ayant négligé de renouveler le stock de bois se voyait vertement critiqué, et des discussions animées avaient lieu sur la pertinence ou non de faire du feu la nuit…

En second lieu, les vivres, et en particulier l'eau. Si, à l'hiver 2015, la logistique ne présentait pas de difficulté majeure sur le front, l'eau n'était délivrée qu'une fois par semaine et était ensuite conservée dans des citernes improvisées, souvent insalubres. Les hépatites fleurissaient parfois ; le typhus plus rarement. Ceux qui tombaient malades tentaient de le cacher, pour ne pas être renvoyés à l'arrière.

De deux choses nous ne manquions jamais : de tabac et de pain. Les bougies, bien sûr, n'étaient pads un problème. Mais se fournir de l'électricité, pour s'éclairer, recharger les diverses batteries, faire fonctionner les énormes projecteurs censés décourager toute infiltration nocturne, en était un. Les lignes à haute tension étaient coupées, il fallait donc nous en remettre à de vieux groupes électrogènes.

L'ennemi, comme sur le front de Saragosse, arrivait bien en dernière position. Invisibles la plupart du temps, ils ne se rappelaient à notre souvenir que par des tirs d'armes lourdes. La grossièreté de leurs mortiers artisanaux couplée à leur incompétence technique rendaient leurs tirs bien inoffensifs. En trois mois passés sur cette ligne de front, je n'ai vu un mortier toucher sa cible qu'une fois ou deux, sur des dizaines de tirs.

Quiconque est passé par les rangs des YPG-YPJ et a fréquenté les volontaires internationalistes appréciera l'honnêteté d'Orwell : « Je n'ai presque pas combattu ». Il est si rare d'entendre cela. (…) C'est l'un des paradoxes des conflits armés. L'image qui nous en parvient se réduisant aux aspects les plus « spectaculaires », on en oublierait presque que la plupart des guerres consistent, pour 90% du temps, à attendre.

De passer plusieurs mois, émaillés çà et là de tirs sporadiques, à la fois dans une atmosphère de sécurité, illusoire, et dans l'incertitude des intentions de l'ennemi. Cela peut sembler dérisoire, mais beaucoup ne passèrent pas cette épreuve ou en sortirent démoralisés. Meuble ses journées de façon productive, se fixer des buts quotidiennement, même apprendre quelques mots de telle langue demandent, dans les conditions de fatigue et d'ennui du front, une autodiscipline de fer, la discipline militaire formelle se relâchant quelque peu.

Fascisme(s), internationalisme, révolution(s) et autres bricoles

Il est de ces idées, de ces mots ressassés jusqu'à la nausée, dont on ne sait plus trop au final ce qu'ils recouvrent. (…) dans le cas de la Syrie, aussi, le « fascisme » est un concept-clef pour « comprendre » la guerre en cours. Voyons plutôt : le régime de B. al-Assad, à n'en pas douter, est fasciste, de même que Daech et l'Etat turc. S'oppose à lui l'ASL qui, dans ses composantes radicales, est elle aussi fasciste. Nous voilà bien avancés. (…) Traiter un policier de « fasciste » dans une manifestation fait tout à fait sens, puisqu'il s'agit d'une insulte. Mais ce n'est plus le cas si l'on cherche à analyser ou définir la nature de l'Etat français et de ses forces de répression.

Le « fascisme », concept-clef pour comprendre la réaction des années 1920-1940 en Europe, est ainsi devenue une idée brouillonne, plus ou moins synonyme de totalitarisme ou de racisme. (…) Pourquoi s'obstiner à qualifier B. al-Assad de « fasciste », quand personne ne songerait, par exemple, à taxer M. Le Pen de « baasiste » ? Refuser de qualifier le régime syrien de ce qu'il est, un régime « baasiste », nationaliste, etc. relève au mieux d'une méconnaissance du contexte syrien, au pire révèle l'européocentrisme borné contre lequel les milieux révolutionnaires ne sont pas immunisés.

Au-delà de l'anachronisme, taxer Daech de fasciste est trompeur sur la nature de cette organisation et sur sa puissance réelle. A la différence du fascisme italien ou du nazisme, Daech n'est pas l'émanation d'une puissance financière et politique comparable aux Etats du Moyen-Orient, *a fortiori* des Etats impérialistes. Le fascisme était l'expression extrême de la peur des possédants dans des pays fortement industrialisés, à une époque où l'Europe dominait largement le monde. Or Daech n'était pas l'émanation de capitalistes

occidentaux mais d'une frange de la population syrienne, de djihadistes internationaux aux motivations diverses, et, surtout, de généreux sponsors « privés » (des Etats du Golfe entre autres). Daech avait certes pour ambition de créer un califat gigantesque, mais il n'en avait pas les moyens financiers, matériels et militaires.

A côté du « fascisme », « l'internationalisme » figure lui aussi en bonne place dans les idées fourre-tout invoquées çà et là. (…) L'internationalisme procède de la reconnaissance de ce fait simple qu'il existe une convergence d'intérêts entre membres d'une même classe sociale mondiale, par-delà les frontières nationales, qu'il n'existe en aucun cas des intérêts communs supérieurs partagés par les « citoyens » d'un même Etat. (…) On ne peut taxer d'internationalisme tout engagement à l'extérieur des frontières nationales, sans quoi les missionnaires blancs catholiques ou les travailleurs humanitaires seraient eux aussi des « internationalistes ».

C'est un fait qu'oublient souvent ceux qui, justifiant leur engagement dans les YPG-YPJ, s'émeuvent jusqu'aux larmes devant leur propre abnégation : c'est avant tout pour soi qu'on va combattre. On peut aller pour des raisons individuelles ou collectives (la volonté de détruire Daech perçu comme une menace pour sa propre communauté), mais personne ne ferait un déplacement aussi risqué s'il n'y avait pas un intérêt *lui-même*, qu'il soit conscient ou caché (Je ne suis pas du tout d'accord avec cette assertion ! vso). Dans le cas des internationalistes, ces raisons étaient variées. Elles allaient de la volonté de combattre « l'Islam conquérant » au désir d'apprendre du processus révolutionnaire, en passant par la volonté d'autopromotion.

La révolution du Rojava en est-elle vraiment une ? (…) La dichotomie entre réforme et révolution est issue de l'histoire européenne, des débats internes à la social-démocratie d'avant 1914 et de la trahison de celle-ci face à la vague révolutionnaire de 1917-1923. Elle est légitime dans ce cadre mais ne fait plus sens dans le Syrie de 2018. (…) Classer les PYD dans les « réformistes » et lui dénier tout caractère révolutionnaire n'a guère de sens. Le réformisme était un courant de la social-démocratie affirmant que le capitalisme pouvait être « dépassé » sans rupture violente, dans le cadre des institutions, progressivement. Quel rapport, est-on tenté de demander, avec la Syrie de 2018 ?

Les YPG-YPJ ont détruit, sur une portion du territoire syrien, un appareil d'Etat ne souffrant aucune opposition organisée à l'aide d'armes et au profit d'une situation de guerre civile, pour y établir un régime politique démocratique, où les organisations politique peuvent s'organiser. S'il ne s'agit pas d'une transformation politique révolutionnaire, cela y ressemble fâcheusement.

La gauche révolutionnaire, dans beaucoup de ses tendances, a réduit son appareil conceptuel et ses analyses en-deçà du strict minimum. On ne peut se contenter de l'articulation maladroite de deux ou trois concepts mal maîtrisés, extrapolés, pour arriver à la conclusion que l'on a préétablie. Le « fascisme » n'est pas un concept supra-historique et atemporel. De même, l'internationalisme n'est pas un mot magique justifiant tout engagement individuel.

Quid de ces organisations se targuant de « soutien critique » à longueur de pages ? Force est de constater que leur « soutien » n'était qu'un mot creux destiné à atténuer quelque peu leurs critiques acerbes. C'est un soutien purement verbal, un « like » sur Facebook… Ce n'était pas à la hauteur de l'appel qui avait été fait par les YPG-YPJ aux volontaires internationalistes. Des organisations communistes turques, par contraste, se sont engagées sur place dans un authentique soutien critique.

Certains, tout en s'enfermant dans un soutien fort peu critique vis-à-vis de l'ASL, reconnaissaient bien aux YPG-YPJ leur « progressisme » (démocratie locale, droits des femmes, etc.) tout en adressant à leur égard des critiques plus ou moins justifiées. Cette position était, en France, celle de la majorité du NPA, et de divers groupes de moindre importance. (…) De retour de Syrie, j'ai pu constater que certains révolutionnaires, qui ne quitteraient leur confort parisien pour rien au monde, entendaient débonnaires, « expliquer » aux Kurdes leurs erreurs. Quelle prétention ! (…) Ce n'est pas pour « prêcher », d'on ne sait trop quel piédestal, que les révolutionnaires auraient dû y aller, mais pour apprendre. Apprendre, par exemple, des pratiques organisationnelles saines (démocratie interne, centralisme, critique et autocritique) du mouvement kurde, qui lui ont permis de se maintenir malgré les difficultés immenses.

Questions politiques et militaires

Dans les années 2000, le président fondateur du PKK, Abdullah Ocalan, commença à se livrer à une critique radicale des thèses défendues jusque-là par son organisation, à savoir le « marxisme-léninisme ». (…) le marxisme-léninisme était arboré en opposition aux organisations communistes dites révisionnistes qui, notamment sur la question nationale kurde, n'offraient pas de perspectives politiques. Le PKK alliait révolution sociale et libération nationale dans un même objectif : la création d'un Etat kurde indépendant et socialiste.

Le PKK se tenait éloigné des autres organisations révolutionnaires turques et s'autorisait à aborder un certain nombre de tabous : l'indépendance du Kurdistan, le colonialisme turc, etc. La chute de l'URSS, la tendance générale au reflux des organisations communistes, la fin du sanctuaire syrien puis l'arrestation du président-fondateur du PKK, A. Ocalan, amenèrent à de profondes transformations idéologiques et stratégiques. Dès 1995, le PKK avait retiré la faucille et le marteau de son étendard.

Les Kurdes de différentes organisations (PDK, YNK, PKK) avaient systématiquement joué des querelles entre Etats partageants (dans le contexte de la Guerre froide) pour tirer leur épingle du jeu. Le PDK avait été soutenu par les Soviétiques contre l'Iran, par l'Iran contre l'Irak, par l'Irak contre son rival du YNK, par l'armée turque face au PKK… Le PKK n'était formellement soutenu par personne, mais ses activités étaient tolérées par l'Etat syrien jusqu'en 1998. La fin du sanctuaire syrien impliquait une nouvelle stratégie car, signe de la nouvelle donne post-Guerre froide, les quatre Etats partitionnaires du Kurdistan semblaient de plus en plus s'entendre sur la répression de tout irrédentisme kurde. C'est dans ce contexte que la nouvelle idéologie fut élaborée, dans le but de répondre à une conjoncture historique inédite.

La nouvelle idéologie du PKK est assez diffuse, et donc difficile à résumer, eu égard à la prolixité d'A. Ocalan et la multiplicité des sujets abordés. (…) L'une des ruptures essentielles touche à l'Etat. Le PKK prônait la création d'un Etat national pour les Kurdes. Etat national certes, mais aussi prolétarien, comme un appareil de répression nécessaire envers les oppresseurs dépossédés (capitalistes, propriétaires terriens, fonctionnaires de l'Etat turc). Désormais, le même parti rejette tout forme d'Etat (national, prolétarien, colonial ou bourgeois) qui serait, selon lui, intrinsèquement vecteur d'oppression.

La destruction des Etats existants n'est plus un objectif en soi, ni un préalable nécessaire à l'établissement de structures politiques libres. Celles-ci pourraient « coexister » avec les Etats, pour peu que ces derniers les acceptent. La société peut, selon le PKK, s'auto-organiser dans des structures parallèles qui, in fine, supplanteront l'Etat et amèneront à sa mort naturelle. Stratégiquement, renoncer à l'édification d'un Etat kurde indépendant élargissait l'éventail des alliances possibles.

Les thèses formulées à partir des années 2000 et formant le corpus du « nouveau paradigme » incluent l'écologie, l'éthique, diverses critiques à l'endroit de la philosophie européenne (le positivisme entre autres). La question des femmes, centrale dans le PKK bien avant les années 2000, est au cœur de la nouvelle idéologie. A. Ocalan développe diverses théories sur l'origine de l'oppression des femmes, qu'il érige en fracture fondamentale de la société, se superposant aux autres formes d'oppression (étatique, économique, etc.).

Les transformations idéologiques dans le PKK ont soulevé, en Europe, un intérêt et des discussions. Surtout depuis 2012 et la montée en puissance des YPG-YPJ. Les marxistes de diverses tendances voyaient dans la critique et l'abandon du marxisme-léninisme une hérésie, voire une apostasie. Le renoncement à la création d'un Etat-nation kurde, socialiste et indépendant, la reconnaissance des frontières existantes entérineraient la victoire de la tendance conciliatrice, « réformiste » voire « opportuniste » du PKK.

Des anarchistes, à l'inverse, louaient la transformation idéologique du PKK, le rejet d'un marxisme-léninisme sui porterait en son sein les germes du totalitarisme… Ils voyaient dans le rejet de cette idéologie « dépassée », par une organisation aussi importante que le PKK, une validation de leurs thèses anti-autoritaires. D'autant plus qu'A. Ocalan revendique s'être inspiré du « municipalisme libertaire » de Murray Boockchin. Des anarchistes prennent, à tort, le confédéralisme démocratique pour une adaptation locale de l'anarchisme, ce qu'il n'est pas.

Les YPG-YPJ sont en réalité organisés sur un modèle issu de la tradition marxiste-léniniste. Leur fonctionnement interne n'a que peu à voir avec ce que prône l'anarchisme. Ce qui est une très bonne chose et explique leur cohésion et leur efficacité. Les anarchistes glorifiant les milices passées de la Guerre d'Espagne (dont la désorganisation et le refus de tout « professionnalisme » furent un facteur déterminant de la défaite et soutenant aujourd'hui, souvent de façon inconditionnelle, les YPG-YPJ, ne prêchent pas par leur cohérence. (…) Mais s'ils approuvent aujourd'hui la nécessité d'une force armée structurée, relativement centralisée et professionnelle (ce que sont les YPG), alors il s'agit d'un progrès de leur part. Et on ne peut que s'en réjouir.

De même, la libre confédération de communes autogérées prônée par M. Boockchin est bien loin, en pratique, du système mis en place dans le nord de la Syrie, aussi démocratique et décentralisé soit-il. Il existe certes des instances locales décisionnaires, une absence de répressions politiques injustifiées, une forme très avancée de démocratie. Mais il subsiste malgré tout aune autorité, une administration, une armée et des forces de police. Si les anarchistes européens en reconnaissent aujourd'hui la nécessité, comme au Rojava, il s'agit encore d'une avancée. Sinon, d'un manque de conséquence.

Le confédéralisme démocratique, l'apoïsme (de « Apo », surnom d'Abdillah Ocalan) n'ont, de fait, pas vocation à être transposés tels quels en Europe. (…) les conditions socio-historiques des sociétés moyen-orientales, et kurdes en particulier, induiraient des solutions originales, et donc une idéologie particulière. C'est dans cet esprit que l'idéologie du confédéralisme démocratique a été conceptualisée et structurée. (…à L'idéologue du PKK a été corrigée, et non abandonnée.

Le TKP-ML maoïste se targue à juste titre d'être le premier mouvement à être entrée, en Turquie, dans la guérilla. Pourtant, cette organisation est aujourd'hui relativement isolée et faible quand les rangs du PKK, entré bien plus tard dans la lutte armée, sont incomparablement mieux garnis. (…) la guerre populaire paysanne prolongée, prônée et appliquée par le TKP-ML depuis sa création, était une stratégie défendable dans la Turquie des années 1980, même si la paysannerie était déjà loin d'y avoir le même poids numérique que dans la Chine féodale ou semi-féodale des années 1920. En 2018, la stratégie militaire du TKP-ML n'a que peu varié et consiste essentiellement à faire « encercler les villes par les campagnes », comme le prônait Mao Zedong il y a un siècle.

A. Ocalan appartient à la seconde génération des révolutionnaires kurdes et turcs, qui avaient tiré les leçons des échecs des trois « fondateurs » (Mahir Cayan, Deniz Gezmis, Ibrahim Kaypakkaya) du marxisme-léninisme de Turquie. Les Révolutionnaires du Kurdistan (futur PKK) s'étaient interrogés sur les raisons des échecs passés, et en avaient conclu qu'un long travail politique était nécessaire avant d'envisager la lutte armée au Kurdistan. Ils se posaient comme but premier l'établissement d'une organisation politique structurée et fiable. (…) Les conclusions particulières auxquelles arrive A. Ocalan sont discutables. Mais la pertinence d'avoir entériné le dépassement de beaucoup de conclusions pratiques du marxisme-léninisme, pour en chercher de nouvelles, devrait être louée. Elle est rare, même chez ceux qui se revendiquent du marxisme.

Pour éviter tout malentendu. Pas question d'affirmer que les œuvres théoriques de Lénine, Marx ou Bakounine seraient à jeter au feu comme autant de « vieilleries ». Mais il faut distinguer les œuvres théoriques (économiques, philosophiques, etc.) des œuvres purement politiques ou pratiques, qui ne peuvent être appréhendées sans un effort considérable de contextualisation. Et en prenant en compte les développements ultérieurs. L'organisation centralisée et ultra-disciplinée préconisée par Lénine s'est avérée redoutable pour mener la révolution à terme. Mais elle s'est révélée problématique après la prise du pouvoir.

Toutefois, à la différence de ce que propose le confédéralisme démocratique, il m'apparaît excessif et dommageable de rejeter la méthode marxiste comme outil d'analyse et comme guide pour l'action révolutionnaire, au motif que les conclusions pratiques tirées çà et là peuvent être erronées. La tentative faite par A. Ocalan de dépasser cette méthode est compréhensible d'un point de vue stratégique mais n'est guère convaincante sur le fond. D'autant moins qu'à la lecture des analyses et déclarations des dirigeants actuels du PKK, il semblerait que ceux-ci n'aient pas tout à fait oublié Marx…

Se recroqueviller aujourd'hui sur sa faucille et son marteau, sur son « communisme » ou son « trotskysme », c'est faire preuve d'un passéisme qui est tout sauf marxiste.

Si les révolutionnaires européens échouent aujourd'hui à se développer dans un contexte qui devrait leur être favorable (faux, vso), nul doute qu'ils devraient en chercher les échecs en eux-mêmes. (…) Les conditions matérielles ou subjectives ne sont pas, à l'heure actuelle, réunies en Europe pour une révolution. Mais la relative tolérance des autorités, de l'Etat, à leur égard, est-elle un atout qui a été exploité ? Certainement pas. L'activité transparente des organisations révolutionnaires européennes a, objectivement, amené celles-ci à s'habituer fâcheusement à la légalité d'une part, à s'intégrer dans un cadre politique contrôlé de l'autre. Il est clair aujourd'hui que le militantisme en Europe, à la différence de la Turquie, y est souvent un hobby, un passe-temps sans grandes conséquences pour celui qui s'y adonne. Nombre de militants, de cadres d'organisations révolutionnaires, ont beaucoup plus à perdre que leurs propres chaînes et ne sont pas prêts à passer, si besoin était, dans les conditions de la clandestinité.

Le triomphe d'une révolution européenne dépendrait sans doute, in fine, de révolutions dans les usines chinoises, dans les campagnes indiennes ou sud-américaines. Et inversement, vso).

Opposer la spontanéité à l'organisation n'est guère pertinent car les deux interagissent. La spontanéité d'une manifestation, d'un évènement particulier, est souvent le fruit d'un long travail préalable d'organisation. (…) Il est évident que le travail politique des organisations kurdes avait amené nombre de jeunes à se politiser, bien avant 2011. Et que cette politisation a ensuite conduit ces jeunes à prendre la rue, en 2011, sans voire contre l'avis de ces mêmes organisations.

L'euphorie qui suit un évènement heureux (une manifestation, un soulèvement réussi, le retrait de l'armée, etc.) est éphémère, et le pessimisme s'ensuite souvent quand les conséquences commencent à poindre (contre-attaque de l'armée ou de la police, bombardements des positions prises, tirs visant les manifestants, etc.). L'organisation structurée et militaire est une nécessité dans une seconde étape du processus révolutionnaire, lorsque les forces renversées ou mises à mal passent à la contre-offensive. Est-il besoin d'insister sur ce point, quand tant d'exemples historiques (Commune de Paris, guerre d'Espagne, Rojava…) sont là pour en témoigner ? (…) Le fait que le PYD ait disposé d'une organisation structurée, avec des bases arrières (dans le nord de l'Irak) et des armes explique en grande partie que cette organisation se soit mieux adaptée à la militarisation du conflit, au passage de manifestations, certes violentes, à une confrontation armée.

Les YPG, en tant que force politico-militaire, se posent pour but de transformer la société. Mais là où ils se démarquent d'autres forces de ce type dans la région, c'est par leur volonté de transformer leurs militants. Il n'est pas question, dans les YPG, de « former » un militant combattant en se contentant de lui faire maîtriser un certain nombre de concepts politiques et de techniques militaires. Il s'agit avant tout de le faire changer en tant qu'individu. Manier des armes, endurer toutes les difficultés de la guerre ou de la guérilla, suppose une phase d'adaptation, de transformation, de se dépendre d'habitudes acquises dans la vie civile.

Concrètement, un homme kurde de Syrie rejoignant les YPG doit apprendre à se passer du travail des femmes et à s'occuper lui-même de tâches qui lui sont étrangères. Les individualistes devront apprendre à composer avec leurs camarades, à se soumettre à la volonté collective. Les habitudes sociales à briser sont différentes selon les sociétés. Au Kurdistan, nul doute que « tuer l'homme » soit la priorité absolue. En Europe, les habitudes inculquées par la société consumériste forcenée sont les plus pernicieuses pour le travail organisationnel collectif. « Tuer l'individu » est l'une des tâches les plus brûlantes à laquelle les organisations devraient s'atteler. La lutte révolutionnaire n'est donc pas uniquement une lutte tournée contre l'ordre social ; elle est aussi une lutte contre soi-même. C'est dans cette perspective que des outils comme la critique et l'autocritique sont nécessaires.

Critiquer publiquement permet aux membres d'un groupe de s'amender en amont. Le caractère public des critiques et autocritiques permet de prémunir ceux qui s'y adonnent de potentielles représailles. (…) Si un combattant est injustement puni dans la foulée d'une critique adressée à son commandant, le caractère vindicatif en sera flagrant. Et cela ne sera pas toléré. A l'inverse, un commandant pris en faute par un individu a tout intérêt à s'auto-critiquer publiquement afin de ne pas être victime d'éventuels chantages. La pratique de la critique et de l'autocritique n'est ni bonne ni mauvais en soi ; Ce n'est rien de plus qu'un instrument dont on peut faire un bon ou un mauvais usage. Mais il s'agit, incontestablement, *s'il est utilisé proprement*, d'un instrument efficace permettant de redresser nombre de mauvaises pratiques.

Le commandant n'est d'ailleurs pas, dans les YPG, un grade militaire mais une fonction attribuée pour une durée limitée. Ainsi, pas de « généraux », de « colonels », de « capitaines » ni même de « sous-offs ». Uniquement des commandants (de *tabur*, de région, de front, etc.) que l'on préfère souvent appeler des « responsables ». Le commandement n'implique aucun privilège particulier, ni dans la solde, ni dans le statut social. Il est interdit, par exemple, à tout commandant de porter un signe distinctif ou un uniforme différent. Cette règle est suivie scrupuleusement. (…) Dans les faits, il est assez rare que les commandants de *tabur* ou au-dessus soient « rétrogradés », sauf dans le cas de fautes.

Démocratie interne et dogmatisme anti-autoritaire s'excluent mutuellement. C'est une conclusion à laquelle bien des anarchistes engagés sur place sont arrivés. Et à laquelle ceux qui rêvent, depuis l'Europe, à des YPG anti-autoritaires et « anarchistes » ne parviendront hélas jamais. La démocratie interne, même limitée, ne procède pas d'un dogme « démocratiste », mais d'un souci d'efficacité. C'est un fait simple qu'il se trouve plus d'intelligence dans dix personnes que dans une seule. C'est un fait tout aussi patent qu'il doit

exister une autorité pour distinguer les bonnes idées des mauvaises. Tout est ouvert, dans les YPG-YPJ, à la critique et à la discussion, y compris les décisions militaires.

Mais les plans d'une opération, les choix tactiques ne sont pas décidés collectivement. Ils sont à la discrétion des commandants des divers échelons qui devront toutefois, si ceux-ci s'avèrent infructueux, rendre des comptes à leurs camarades. Le refus d'obéir à un ordre existe théoriquement, mais est strictement encadré et se limite aux cas les plus graves (comme, par ailleurs, dans les armées occidentales). La règle admise par les YPG-YPJ est d'obéir aux ordres militaires, puis de les contester dans les séances de discussions collectives (*tekmil*) si l'on est en désaccord. Aucun vote n'a, par exemple, lieu préalablement à une offensive, ni sur la composition des équipes envoyées en opération. Mais l'on tirera les conclusions, pour les opérations futures, des erreurs que l'on a éventuellement commises. L'on attend d'un commandant qui a fauté qu'il s'amende, sans réclamer sa tête, puisque l'expérience ne peut s'acquérir qu'avec le temps et en commettant des erreurs.

Pour reprendre un exemple bien connu, les anarchistes espagnols perdirent beaucoup en efficacité militaire du fait de leur dogmatisme anti-autoritaire, de l'érection de la démocratie en religion. Des offensives n'eurent pas lieu en raison de l'impossibilité d'établir un consensus. L'obstination à organiser des votes dans des situations nécessitant rapidité et réactivité était une erreur dont les conséquences doivent être tirées. Les YPG-YPJ ont, par leur histoire, un rapport très différent à l'autorité de celui des anarchistes. Issus d'un mouvement de tradition marxiste, et ayant appris dans l'expérience de la lutte, il y existe une saine balance entre autorités individuelles et prises de décisions collectives.

Isoler la forme d'expression « violente » des buts dans lesquels elle est utilisée est, d'ordinaire, l'apanage de l'Etat ou des possédants, dans un but de délégitimer celle-ci. Une grève ou une manifestation ne serait légitime et « acceptable » que dans la mesure où elle serait pacifique. Il est douteux que, ayant refusé toute violence jusque-là, les organisations révolutionnaires soient préparées le jour où le recours à la violence sera « opportun ». Ce n'est pas dans l'épreuve qu'on se forme. La violence n'est jamais qu'un terme générique pour diverses formes d'affrontements (combats de rue, arts martiaux, guérilla urbaine, affrontements interétatiques…) qui requièrent des techniques particulières, qui ne s'acquièrent elles-mêmes qu'avec le temps et l'expérience. Les organisations révolutionnaires n'ayant jamais envisagé concrètement la question, ne résisteront probablement pas à un changement de contexte.

Les organisations kurdes ou arabes n'ayant pas envisagé d'affrontement armé ont toutes été submergées à partir de 2012. Quand bien même elles disposaient d'un soutien et de réseaux politiques larges. Elles durent, avec la militarisation du conflit, se ranger derrière l'un des acteurs aptes à perdurer. Le fait que le PYD ait disposé d'armes, de combattants aguerris et surtout ait envisagé le recours aux armes comme une option réaliste bien avant 2011 explique en grande partie ses succès ultérieurs.

En guise de conclusion

Le régime syrien tentera, à la première occasion, de reprendre le contrôle du nord de la Syrie. Que ce soit par la force ou par la ruse. (…) Les « alliés » contraintes par les circonstances sont eux aussi un danger pour l'administration autonome.

Rennes, octobre-décembre 2018